

l'outil

GESTION DES
ENTREPRISES.

hebdomadaire d'action communiste



UN MELANGE EXPLOSIF

La Gauche est prête à gouverner. C'est Mitterrand qui le dit. Et le répète. Chacune de ses dernières apparitions concourt à le présenter comme un candidat légal et responsable au pouvoir.

Le fait est que le problème du gouvernement, sinon celui du pouvoir est posé. Jamais la cote d'un premier ministre en exercice n'a été aussi basse dans l'opinion. La fluctuation du franc et l'emballement des prix exposent Giscard en première ligne. Quant à Marcellin... De plus en plus les responsabilités remontent à la source : Giscard, Messmer, Marcellin et le gouvernement ne sont pas seuls visés. La cible, c'est Pompidou lui-même, et ses ministres aux ordres.

Le régime est malade, son président aussi. Mitterrand peut se défendre par politesse de spéculer sur la santé présidentielle. Il n'empêche que Sanguinetti, secrétaire général de l'UDR, passe en revue les candidats possibles en oubliant Pompidou. Que Marchais annonce un candidat unique de la gauche. Et que Mitterrand en remplit d'ores et déjà la fonction.

Si, plus de deux ans avant l'échéance électorale, tout le monde s'en préoccupe autant, c'est que, dans la situation actuelle, tout paraît contribuer à la précipiter.

C'est pourquoi la gauche unie se sent tenue de faire, dans l'épreuve, la démonstration de sa responsabilité, de son respect envers l'intérêt national, de sa capacité à gouverner.

D'où les grandes manoeuvres autour du Programme Commun et sa mise à jour. Il s'agit d'abord de marche à droite sur l'électorat centriste et modéré, d'élargir l'alliance dans sa direction. C'était déjà le sens de la campagne du PCF autour du « Défi démocratique ». C'est le sens de l'intégration, décidée à la réunion unitaire du 21 janvier, de l'annexe des radicaux au programme commun. Cette annexe anodine en apparence a pour trait dominant de multiplier les garanties à l'intention des possédants : elle « garantit l'existence des PME » et leur promet des « allègements fiscaux » ; elle insiste sur la « prise de participation » de l'Etat dans le secteur privé au lieu des nationalisations en assurant « conformément aux principes traditionnels du droit public français, une indemnisation effective selon des modalités différentes de paiement aux petits et aux gros porteurs ». C'est enfin le sens des propos accomodants tenus devant le CC du PCF par Marchais sur la question de l'Europe : si les divergences avec le PS « subsistent », il se félicite des inquiétudes nouvelles manifestées par le PS quant au rôle des monopoles dans une Europe supra-nationale, et il conclut à la coexistence possible des deux projets dans le cadre du Programme Commun.

Il s'agit globalement d'ouvrir l'Union de la Gauche à la CFDT et au courant autogestionnaire. Commentant dans « France Nouvelle » les discussions unitaires du 21 janvier, Pierre Juquin souligne la rédaction différente du passage sur la gestion des entreprises (autogestion dans la version PS, gestion démocratique dans la version PC) « eut été différente » à la lumière des débats menés depuis 18 mois.

Elargir, consolider... « Rassembler toutes les forces ouvrières, démocratiques et nationales », dit Georges Marchais.

Pourtant, remanié ou pas, le Programme Commun ne nourrit pas son homme. Pas plus que l'attente d'élections lointaines et hypothétiques.

Déjà mille motifs de mécontentements s'accumulent. Les prochaines notes de loyer, de gaz, d'électricité seront lourdes. Le chantage au chômage peut intimider les travailleurs dans un premier temps. Mais ils ne toléreront pas longtemps l'intolérable. La riposte est à l'ordre du jour.

Les bureaucrates devront, bon gré mal gré, chevaucher le mécontentement de leur base, ou courir le risque d'être débordés par les explosions de colère.

Seulement voilà, à s'appuyer sur les luttes, le PCF et les directions syndicales s'exposent aux accusations de la droite. Accusés de profiter de la crise, de pratiquer la politique du pire, de trahir l'intérêt national, ils risqueraient de perdre l'électorat qu'ils amadouent par un programme édulcoré, d'où les références à mai 68, à LIP, aux leçons du Chili, sont soigneusement gommées.

Face aux dénonciations de la « Grève politique », à la veille du 6 décembre, les directions syndicales ont déjà reculé en insistant sur le caractère strictement revendicatif de la journée. En pleine attaque gouvernementale et patronale, la V.O. du 23 janvier consacre sa première page aux cadres : la main tendue, le bulletin de vote aussi. Si peu de temps après le 6 décembre, elles auront quelques difficultés à manier les journées d'action nationales et les mobilisations pression.

Partis de gauche et syndicats vont discuter d'une plateforme d'action. En attendant, aucune perspective concrète n'est ouverte pour préparer la lutte.

Pourtant, s'ils tardent trop, le mécontentement accumulé et l'existence, aux yeux des travailleurs, d'une solution politique de rechange, peuvent donner un mélange explosif. Qui n'attendra pas 76 !

Vient de paraître en librairie ROUGE :

L'AFFICHE ROUGE N.6-7. janvier 1974.
Prix 5F.
Sommaire : La culture ou la mort
Les femmes et le cinéma
Histoire d'A.
Dossier : LES INTELLECTUELS ET LE PCF
— pourquoi ils ont suivi
— le réalisme socialiste ? Un idéalisme bureaucratique !
— quelques étapes
— points de repère sur la notion de héros,
— le sculpteur et le bureaucrate
— André Breton, artiste révolutionnaire

CRITIQUES DE L'ECONOMIE POLITIQUE L'INFLATION (Pte Collection Maspéro).
— l'inflation en France, aujourd'hui
— Quelques caractéristiques du système capitaliste contemporain
— l'échec des explications bourgeoises de l'inflation
— accumulation monopolistique, inflation rampante et inflation
— l'inflation, les crises, la « régulation »
— inflation et crises ou le mythe de la « stagflation »

LEON TROTSKY : LA NATURE DE L'URSS.
24F. au lieu de 30F.

LÉON TROTSKY

LA NATURE DE L'U.R.S.S.

TEXTES RASSEMBLÉS ET PRÉSENTÉS
PAR
J. L. DALLEMAGNE

*Forme de la critique
ne saurait remplacer
la critique des armes
Karl Marx*

LIVRES « CRITIQUES DE L'ECONOMIE POLITIQUE »
FRANÇOIS MASPERO

Numéro spécial Revue Quatrième
Internationale

LA DISSOLUTION DE LA LIGUE
COMMUNISTE

En vente : 7 Frs

QUATRIÈME
INTERNATIONALE

JUIN
73



Je désire prendre contact avec Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Age.....Profession.....

Lieu de travail (facultatif).....

Rouge

hebdomadaire d'action communiste

10, imp. Guéméné - Paris 4 -
téléphone 272 68 96 ou 272 68 82

ARGENT :
A L'ORDRE
DE ROUGE
CCP: 25043 88
PARIS

Directeur de publication :
Henri Weber
Les articles signés n'engagent
pas nécessairement le point
de vue de la Rédaction.

tarif des abonnements

	pour	la France	l'étranger
un an	90	150	110
six mois	45	75	55

par avion: écrire à ROUGE
Seules les demandes d'abonnement
accompagnées de leur règlement im-
médiate sont prises en considération.
Pour tout changement d'adresse, join-
dre 1fr.50 et la dernière bande.

Impression : SAIE Moriamé
61, faubourg Poissonnière - Paris (9)

SOUTENEZ « ROUGE »

abonnez-vous

Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Abonnement choisi.....



QU'EST-CE QUE LA FLOTTAISON DU FRANC ?

Quand les parités entre une monnaie et les autres sont stables, la situation est claire : 1 franc vaut tant de livres, tant de marks, tant de dollars, etc... Les Banques Centrales sont obligées d'intervenir pour maintenir l'écart entre leur monnaie et les autres.

La crise monétaire — qui est le reflet de changements dans les rapports de forces internationaux — a conduit avant cette mesure à un état de fait où les grandes monnaies n'avaient déjà plus de parités fixes. Ainsi, dès 73, les monnaies européennes (dont les parités restaient fixes entre elles) flottaient ensemble par rapport au dollar en particulier. C'est ce flottement conjugué qu'on appelle le « serpent ».

L'Angleterre et l'Italie se sont, les premiers, retirés du serpent, laissant flotter leur monnaie par rapport à toutes les autres. La lire a subi une dégringolade, aggravée par la spéculation. Le Franc a donc continué à flotter en même temps que le Deutch Mark et quelques autres monnaies européennes.

Le Franc s'étant trouvé menacé, le gouvernement n'a pas voulu s'engager dans des actions de soutien qui risquaient de pomper ses réserves de change sans résultat assuré : il a choisi de se retirer à son tour du « serpent ». Ce qui revient en fait (par une mesure un peu plus souple) à une dévaluation qui est pour l'instant de 5 %.

Pourquoi cette mesure ?

Cette mesure a une double origine :

— l'incapacité des différentes bourgeoisies à trouver dans un terme prévisible une issue à la crise monétaire.

— Mais surtout elle s'intègre dans toute une politique d'ensemble définie par Giscard d'Estaing face à la crise du pétrole et à la menace de récession.

La hausse des produits pétroliers détermine pour l'Etat une note à payer de l'ordre de 30 milliards supplémentaires. Comme il n'a nullement l'intention de s'en prendre aux intérêts des sociétés pétrolières, ni de pénaliser si peu que ce soit les grands industriels français, il a choisi une orientation qui frappe directement les travailleurs.

Pour réduire le déficit de la balance commerciale il veut :

— réduire la consommation intérieure (stagnation du pouvoir d'achat, majoration du tiers provisionnel, appels à l'épargne)

— et stimuler les exportations (le fameux « 13ème mois de travail supplémentaire » !)

La baisse du franc s'inscrit parfaitement dans cette politique. Elle a pour but de donner un coup de fouet aux exportations en rendant les marchandises françaises moins chères sur les marchés étrangers. Ce qui est un notable avantage pour les entreprises les plus importantes tournées vers l'extérieur.

Pour les travailleurs, les conséquences sont limpides : les marchandises importées coûteront plus cher ; la hausse des prix — que les prévisions officielles fixaient à 14 % pour 74 — va encore s'accélérer. Et les salaires auront encore un peu plus de mal à suivre. On consommera moins ; c'est ce que souhaite précisément le gouvernement.

Quels sont les effets de cette décision sur les rapports entre le gouvernement français et ceux des autres pays ?

Comme l'a dit joliment Giscard d'Estaing à l'Assemblée, cette mesure « a l'inconvénient d'introduire une

parenthèse dans le progrès de l'union monétaire européenne ». Elle confirme en effet l'accentuation des divergences existant entre les différentes bourgeoisies européennes sur les solutions à apporter aux principaux problèmes économiques (énergie, monnaie, marché commun agricole...), et sur les rapports à avoir avec les USA. La poursuite d'accords bi-latéraux des principaux pays européens avec les pays arabes le confirme.

QUE SE PASSE-T-IL QUAND LE FRANC BAISSÉ ?

Imaginons qu'un dollar vaut 5 francs. Si une dévaluation du franc de 20% se produit, le dollar vaudra désormais 6 francs. L'Américain qui avant la dévaluation pouvait avec un dollar acheter l'équivalent de 5 francs de marchandises françaises pourra après la dévaluation avec ce même dollar acheter pour 6 francs de marchandises françaises. Les exportations françaises sont donc stimulées.

Le Français, lui, avant la dévaluation pouvait acheter l'équivalent d'un dollar de marchandises américaines; maintenant, pour acheter cette même quantité, il lui faudra déboursier 6 francs. Les produits étrangers sont devenus plus chers.

Est-ce un acte d'allégeance à l'égard des USA ?

C'est la thèse défendue par le PCF. La réalité est différente : le gouvernement français s'est montré déjà réticent face à la Conférence des pays consommateurs de pétrole sous égide US à Washington; Il prend ses distances vis à vis de l'Allemagne, dont la politique est une des plus alignées sur celle des USA en Europe, et essaie de jouer une carte « nationale » dans la recherche de solutions aux recettes économiques. Enfin de la forte réévaluation du dollar et de cette dévaluation de fait il peut espérer tirer un certain avantage commercial vis à vis des exportations US.

Mais ce qui est vrai, c'est que cette mesure traduit en même temps l'actuelle dégradation du rapport de force des pays européens face aux Etats Unis, beaucoup moins affectés par la crise du pétrole.

Quelle peut en être l'efficacité ?

Elle sera sans doute assez faible; il ne suffit pas de manipuler une monnaie pour modifier automatiquement les grands courants d'échanges : le mark par exemple a été réévalué deux fois et pourtant les exportations françaises en Allemagne ont périclité.

D'autre part, il faut la comprendre comme une des pièces d'un plan d'ensemble visant à stimuler les exportations et réduire la consommation populaire. Elle sera complétée par d'autres mesures (économies budgétaires, etc...) allant dans le même sens.

C'est à ce plan d'ensemble qu'il faut répondre et aux coups qu'il fait porter sur le pouvoir d'achat. Les discours nobles et enflammés de Mitterand, rodant son personnage d'homme d'Etat au Parlement, et la modération des directions syndicales sont loin d'y apporter un début de réponse.



LA CFDT



ET L'UNION DE LA GAUCHE

GERARD ALAIN

Le conseil national qui aura lieu les 24, 25 et 26 janvier doit débattre du rapport d'Edmond Maire paru dans Syndicalisme Hebdo : « Stratégie de la CFDT et union des forces populaires ». Il est même prévu que ce conseil national tranche la question par un vote. Si cela était le cas, cela entérinerait un mode de fonctionnement où la démocratie est essentiellement formelle. On a reporté le débat au 36ème Congrès et finalement, la décision est prise au conseil national sans réel débat dans la confédération !

Il est vrai que le courant Maire est pressé car le Parti Socialiste et son guide ne semblent pas prêts à accepter les pressions du PSU et de la direction CFDT. Le PS refuserait de participer aux colloques sur l'autogestion dont le PCF est écarté par la confédération. Sentant le risque de voir tomber dans l'oubli le programme commun au moment où le PSU et la direction de la CFDT s'apprêtent à rallier l'Union de la Gauche sur la base d'une plateforme anticapitaliste, le PS relance ses alliés pour ravaler le programme commun et proposer un programme d'objectifs immédiats.

Mitterrand, que l'approche du pouvoir incline plus vers les radicaux de gauche que vers le PSU entend traiter Rocard et Maire comme il a traité Chevènement. Il leur faudra dire clairement s'ils s'intègrent au projet réformiste de l'Union de la Gauche ou s'ils réclament l'unité avec elle pour mieux la débordier. A la lecture du rapport de Maire, la réponse est hélas assez claire : il s'agit « d'accélérer le renouveau idéologique de la gauche » et non de débordier le réformisme.

L'hypothèse oubliée !

Maire envisage 3 hypothèses dans l'évolution de la situation politique : « le replâtrage moderniste », « la fascisation »,

« l'alternative de gauche ».

Contre le « replâtrage moderniste » il faut combattre « tout renouveau de la politique de collaboration de classe ». Encore faudrait-il souligner que la base de la politique de collaboration de classe est la politique dite contractuelle inaugurée comme on sait sous Chaban à l'EDF ; encore faudrait-il affirmer qu'il ne suffit pas de refuser de signer un contrat — ce qui est bien — mais qu'il faut agir pour faire en sorte que ce contrat ne soit pas appliqué d'autorité comme cela est le cas depuis des années à la Fonction Publique (où en est la campagne contre la vie chère après la grève du 6 ?)

En ce qui concerne le « fascisme », il faudrait distinguer ce qui relève du renforcement de l'appareil répressif du régime, de l'utilisation par le pouvoir d'organisations fascistes (Front National, SAC, CDR...), du développement de syndicats fascistes type CFT. En effet quelles actions opposer au « fascisme » ? « Le seul barrage c'est l'action collective unitaire » dit Maire. Certes ! Mais sur quel objectif et avec quelles méthodes ? Comment la CGT a-t-elle pu perdre en 2 ans la majorité à Citroën au profit de la CFT ? Pas seulement en raison de la volonté patronale, mais aussi parce qu'elle s'est contentée d'actions « démocratiques » face à une organisation qui se moque pas mal de

la démocratie, parce qu'elle a vu dans toute action radicale une provocation qui ferait le jeu de la CFT... Et aujourd'hui, que se passe-t-il à Peugeot Sochaux ? Les dirigeants du syndicat CFDT qui ont exclu du syndicat des militants combattifs reconnus par les travailleurs, portent une certaine responsabilité dans l'affaiblissement du syndicat face au développement de la CFT ! Peugeot sera-t-il Citroën ?

Quant à l'Union de la Gauche, Maire est bien obligé de constater que ce n'est pas le pied. « La victoire, si victoire il y a, sera celle du possible ». Le PS sur lequel reposait les espoirs a déçu. C'est un parti dirigé par des notables intégrés à l'appareil d'Etat ! Alors, face à un tel tableau, Maire en appelle non pas à l'enthousiasme, mais au réalisme. Il faut faire barrage au fascisme, il faut influencer au maximum l'Union de la Gauche... Que peut-on faire d'autre sinon se retirer dans sa tour d'Ivoire ?

Pourtant il existe une autre hypothèse, une hypothèse complètement oubliée par Edmond Maire. Celle d'un mouvement de grève générale comparable à celui de mai 68, se développant en dehors de toute échéance électorale. Quelle serait alors la stratégie de la CFDT ? Proposer comme le PC et le PS des élections sanctionnant le rapport de force conquis dans la lutte ? Ou bien aller plus loin qu'en 68, généraliser les acquis de Lip, remettre en marche les usines, marcher dans « l'illégalité bourgeoise » et construire dans la lutte « la légalité de demain » ? Certes l'hypothèse n'apparaît pas avec une crédibilité immédiate, mais qui pensait à mai 68 un mois avant ? Supprimer cette hypothèse, c'est faire un choix politique lourd de sens.

Un grand oubli : le Chili !

Maire affirme avec justesse dans son rapport que « les luttes sociales sont le moteur de la transformation de la société » et que ces luttes doivent déboucher sur des revendications anticapitaliste et pas seulement sur un rassemblement électoral démagogique de toutes les victimes des monopoles.

Mais il n'envisage la prise du pouvoir par les travailleurs que dans le cadre électoral, c'est-à-dire parlementaire. Certes la venue au gouvernement d'un gouvernement de gauche serait un stimulant considérable pour la mobilisation populaire, mais les travailleurs auraient-ils le pouvoir pour autant ? Plus précisément encore, le PS et le PCF auraient-ils le pouvoir comme semble le croire Edmond Maire ? NON. Ils n'auraient que le gouvernement ! Le pouvoir des travailleurs ne peut pas s'exprimer dans le cadre

de l'Etat bourgeois avec sa représentation parlementaire. Il ne peut s'exprimer qu'à partir des lieux de travail et de vie, dans des structures fédérées de la base au sommet. Lip a montré ce que pourrait être le pouvoir ouvrier. Cela n'a rien à voir avec la démocratie bourgeoise aussi avancée soit-elle.

Mais Edmond Maire n'entend pas se contenter de la gestion de l'Etat bourgeois, il propose sinon de détruire l'Etat bourgeois, du moins de « le transformer », de le « décentraliser », de « multiplier les niveaux de décisions »... c'est-à-dire peut-être de s'engager sur la voie des conseils ouvriers tout en « occupant » l'Etat bourgeois et son parlement. C'est hélas oublier que la bourgeoisie ne le tolérera pas et qu'il faudra « inévitablement affronter la résistance des capitalistes ». Ce problème clef, central du passage au socialisme, ce problème responsable de millions de morts du mouvement ouvrier de l'Espagne au Chili, est singulièrement escamoté du rapport. Le mot « Chili » n'est pas prononcé une fois ! Gageons que si nous étions 2 ans plus tôt, Maire en aurait abondamment parlé ! Pire, ce problème crucial est renvoyé en fin de rapport au chapitre « domaine à approfondir ». « Il nous faut étendre notre réflexion sur la période de transition aux moyens à employer pour faire barrage aux tentatives de blocage de l'économie, des finances, des communications, du commerce, des transports, comme aux violences minoritaires contre les libertés ». Votons sur la stratégie, et réfléchissons après sur la réaction acharnée de la bourgeoisie !

Un dernier oubli : Lip !

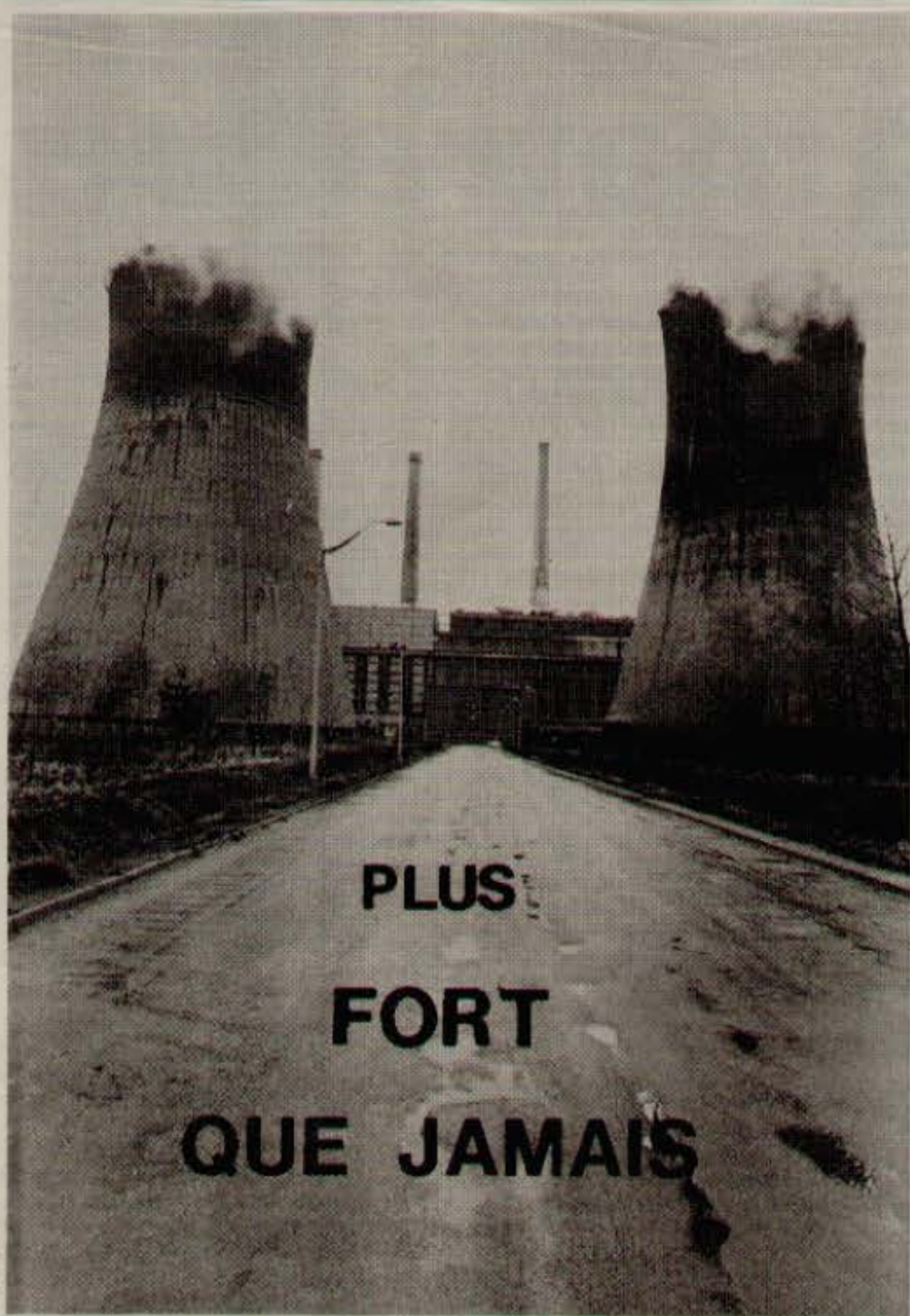
Maire veut proposer « aux forces qui luttent sur une base de classe pour le socialisme », « une plateforme commune d'objectifs significatifs de la transition au socialisme ». Nous sommes d'accord avec une telle démarche. Mais comment va être élaborée une telle plateforme ? A partir des luttes certes, mais si on élabore une plateforme seulement à partir des luttes actuelles dont Maire affirme « qu'elles restent limitées en nombre, qu'elles apparaissent souvent plus radicales dans leur forme que dans leurs objectifs, qui restent au total peu transformateurs, peu politiques », on ne voit pas comment cela déboucherait sur des objectifs transitoires significatifs. Ne faut-il pas élaborer ces revendications, certes à partir des luttes et des aspirations actuelles des travailleurs, mais aussi à partir des luttes de demain. Or cette démarche amène à se poser le problème suivant : « Que se passera-t-il si l'Union de la Gauche est au pouvoir, et que ferons-nous ? ». La CFDT dira-t-elle « stabiliser pour avancer » comme Allende et le PC Chilien ou bien « avancer sans transiger » comme la gauche du PS et l'extrême gauche chilienne ?

Le problème des alliances apparaît ainsi sous un autre jour. Passer pour réaliste aujourd'hui en acceptant un compromis stratégique avec le PS, PCF, les Radicaux de gauche, c'est être aventuriste demain. Plus encore n'est-ce pas renoncer dès aujourd'hui aux affirmations sur « les luttes qui sont le moteur de l'histoire ». En effet quelles étaient les forces politiques qui ont agi concrètement pour la victoire des Lip ? Le PS avec Minjoz ? le PCF ? ou bien le PSU et l'extrême gauche ? Quelles étaient les forces qui ont assuré le succès de la marche sur Besançon ? Affirmer que les luttes sont l'essentiel, cela devrait signifier pour la CFDT, d'une part tendre à l'unité permanente avec la CGT sans rester prisonnière de la tactique de la direction CGT, d'autre part déterminer les alliances avec les forces politiques en fonction de ce seul critère — la lutte — et donc refuser toute exclusive contre l'extrême gauche.

Edmond Maire s'est engagé dans une autre voie. Mais il faut dire aussi qu'il était contre la marche sur Besançon au nom de l'unité avec les réformistes.

Dernière contradiction significative, le Bureau National propose de voter en janvier sur « l'union des forces populaires » et en avril sur les objectifs dits de transition au socialisme. La démarche est étrange. Il semblerait plus correct de fixer d'abord les objectifs et de voir ensuite avec qui on peut les réaliser. Mais le but de Maire n'est pas là : rentrer dans l'Union de la Gauche, l'influencer de l'intérieur s'il le peut, mais jamais la débordier. On comprend pourquoi Mai 68, le Chili et Lip sont oubliés.

R. Yveto



**PLUS
FORT
QUE JAMAIS**

Alors que le mouvement de grèves des cheminots bénéficiait de la sympathie des mineurs lock-outés, les directions syndicales, CGT, CFTC, FO appelaient vendredi à la reprise du travail. Samedi : retournement de la situation. La CGT, les autres syndicats suivant lançait un appel à la grève générale. Lundi, c'était l'arrêt total du travail. 90 à 100 % de grévistes dans tous les puits. Dépassant largement le cadre régional, le conflit des Houillères a aujourd'hui pris une dimension nationale. On peut imaginer les conséquences qu'aurait une victoire des mineurs.

Une victoire la reprise du travail des cheminots ? Certes pas, mais plutôt une amère défaite. Ainsi, apparaissait pour la majorité des cheminots, la reprise de vendredi soir. Mais, malheureusement aussi, ce fut une expérience pratique de la trahison des bureaucraties syndicales.

L'AG qui décida cette reprise fut un modèle d'assemblée anti-démocratique. Rien n'y manquait : 91 cheminots sur les centaines en grève. Beaucoup de mineurs de fond présents auxquels il fut interdit de prendre la parole. Et enfin, une trahison des bureaucrates : il n'y aurait pas de vote quant à la continuation ou la non-continuation du mouvement.

Les discussions furent très, très houleuses et les quelques cheminots qui parlèrent, se déclarèrent fermement pour la poursuite de la lutte.

En fin de compte, la CFDT réussit grâce à un forcing oratoire à imposer un vote. CGT, CFTC, FO faisaient front commun contre la grève. Seule la CFDT l'appuyait.

60 % de cheminots présents votèrent contre. Cela se comprend lorsqu'on a entendu les arguments invoqués : « La population ne vous soutiendra plus », « Le fascisme est aux portes », « Ce que nous avons obtenu constitue une victoire ».

Eh bien, parlons-en de ce qui a été obtenu ou plutôt concédé par Lagabrielle, le PDG des Houillères :

- 100 F d'augmentation mensuelle jusqu'au mois de juin, plus de ridicules aménagements à droite et à gauche.

- Une promesse de discussion à propos des catégories de salaires et sur la convention collective.

Beau bilan en vérité qui se verra en juin disparaître en fumée.

Et c'est ainsi que l'ont senti les cheminots. La reprise dans la nuit de vendredi à samedi fut des plus sinistres.

Tous avaient l'impression d'avoir été trahis, par la CGT, la CFTC, FO et abandonnés par la CFDT. Cette dernière, avec son opportunisme, sa peur viscérale de se retrouver en avant de la majorité, était dans l'esprit de beaucoup de cheminots mise sur le même plan que les autres directions syndicales.

Mais un problème aussi important que les catégories de salaires et le paiement du lock-out ne pouvait être réglé ainsi en deux coups de cuillère à pot.

La CGT, qui rappelle encore une fois représente aux élections le syndicat et de loin majoritaire, pouvait tester l'ambiance générale : une ambiance de colère. Pour tous les mineurs sans exception, il n'était pas question de se voir privés de six jours de salaire sous le prétexte du lock-out.

Ainsi, la CGT prit-elle la décision de lancer le mot d'ordre de grève générale après des visites dans les cités houillères.

La CFDT lui emboîta aussitôt le pas, trop contente de se voir délestée de cette responsabilité. Quant aux deux syndicats jaunes, la prudence leur conseillait de suivre le même chemin. Ce qu'ils firent immédiatement.

Les revendications sont claires : paiement intégral du lock-out sans conditions et sur la base mensuelle.

- Revendications sur les catégories de salaires (non déclassement en cours de carrière).

Lundi, tous les mineurs de fond sont rassemblés devant leur puit. Faulquemont, qui pourtant n'était pas touché par le lock-out a suivi le mouvement ainsi que Folch-Will, pourtant réputé assez mou.

Cette lutte touche tous les mineurs : ainsi au puit Wendel un membre des CDR fait grève comme tout un chacun... D'ailleurs, le pourcentage de ceux qui ont arrêté le travail est impressionnant : entre 90 et 100 % dans tous les puits. Seule la

maîtrise et les équipes de sécurité sont descendues. Des porions ont été obligés de se mettre au travail.

Des groupes discutent. Partout, on sent un enthousiasme extraordinaire. Alors que samedi tout semblait terminé, le mouvement est reparti plus fort que jamais. Le ressentiment contre le directeur Lagabrielle est devenu d'autant plus violent.

Le lundi à 7 h du matin, à l'initiative d'un délégué CGT particulièrement combattif, 800 mineurs se sont rassemblés devant la direction.

L'attitude de la direction a été double : inquiétude devant le succès et volonté de rencontrer les syndicats tout de suite pour essayer d'aboutir à un accord boiteux.

Le lundi après-midi, c'est la rencontre. Les propositions de la direction sont crapuleuses :

- Deux jours sur 6 (lock-out) transformés en congés payés

- Les quatre autres rattrapés en heures supplémentaires sur quatre samedis.

Les responsables syndicaux, rendus méfiants à force d'habitude s'en vont consulter la base.

La réponse est un grand NON. Le samedi chômé est le résultat de longues et dures luttes durant lesquelles des mineurs ont perdu la vie. Ce n'est pas maintenant que l'on reviendra dessus.

Hier, mardi, le taux de grévistes restait le même. Des piquets de grève ont été mis en place sur certains puits mais le nombre de jaunes étant inexistant, ils ne servent à rien pour l'instant. Au puit Simon, dans lequel travaillent trois mille mineurs, cent jaunes ont tenté d'aller travailler. Ils se sont fait charger, alors qu'ils prenaient la douche. L'incident a été clos en quelques secondes.

Quant aux CRS, ils ont fait une timide apparition lundi à Merlebach puis ils ont disparu. En effet, actuellement la direction marche sur des œufs. Pas un gramme de charbon ne sort des puits et les cokeries vont à nouveau tourner au ralenti.

Janvier 74 ne sera pas un mois d'opulence pour les houillères de Lorraine.

Il n'est pas impossible que la direction lâche sur la totalité de nos revendications. Cela tiendrait, en premier lieu à l'unanimité des grévistes pour continuer la lutte mais aussi à la fortune que perdent chaque jour les houillères. Il faut aussi rappeler que les cokeries doivent être approvisionnées un tant soit peu faute de quoi, elles explosent ce qui coûterait 50 milliards.

Mais si la grève est forte, il y a aussi de graves points noirs :

1) Les cheminots ont repris le travail. Ils sont dégoûtés à l'extrême, dans leurs dépôts, on trouve des affiches représentant les syndicats pendus à des potences. C'est à cela qu'ont mené les trahisons des dirigeants syndicaux. C'est vraiment dommage car c'est une régression politique. La CGT, autrefois influente chez les cheminots n'a plus aucune emprise.

2) D'autre part, encore une fois, les directions syndicales ne font rien pour mobiliser les gars. Ce qui fait que de moins en moins de mineurs viennent sur les puits. Il n'y a pas de manifestations et de meetings appelant à la solidarité.

L'appel possible à la grève générale dans toutes les mines n'a pas été discuté.

Vu l'ambiance, il serait possible de faire, avec succès des réunions sur les cités minières. D'expliquer en détail les revendications.

Rien, tout cela n'est fait. Encore que les faits ont sérieusement entamé le pouvoir des bureaucraties qui sont très prudentes.

Les mineurs, se sentent d'autant plus forts qu'avec la crise de l'énergie, ils ont l'impression de revenir au premier plan dans le domaine de l'énergie. Ils sont décidés à aller jusqu'au bout et surtout différence avec la première grève, ils savent que le mouvement a débordé des frontières lorraines et qu'on parle d'eux. Si nous gagnons c'est une victoire de toute la classe ouvrière française.

BILLANCOURT

ELECTIONS PROFESSIONNELLES

Il suffit de regarder les chiffres pour voir que la CGT perd des voix : d'un côté au profit de la CFDT, de l'autre au profit des syndicats jaunes (FO, CFTC, CFT).

Ces résultats contradictoires sont la conséquence directe de la politique menée dans les luttes passées : la grève du 38 dénoncée parce qu'elle créait du désordre à la veille des élections ; celle des OS du 12, où les dirigeants CGT firent assaut de grandes déclarations (« A l'action, à l'action ! ») alors que rien n'était fait sur le terrain ni pour l'organiser ni pour la sortir de son isolement...

C'est tout cela qui se paye aujourd'hui. La preuve : c'est dans les secteurs qui ont fait grève l'an dernier que la CGT a perdu le plus de voix et que la CFDT en a gagné le plus :

- Au 34 Coton, la CGT passe de 75,3 % à 53 % (la CFDT augmente de 13,4 % à 26,5 %)

- Au 12 Presse, la CGT passe de 81,5 % à 71 % (la CFDT progresse de 6,7 % à 15,5 %)

Dans ces secteurs, les jaunes ne gagnent presque rien. Ces

votes ne sont donc pas la preuve d'une baisse de niveau de conscience, mais de la défiance d'un nombre non négligeable de travailleurs vis-à-vis de la tactique de lutte suivie par la direction du syndicat CGT. Le vote CFDT ne signifie d'ailleurs pas une confiance totale dans sa direction dont l'attitude s'est cantonnée lors de la grève du printemps dans un attentisme prudent et inefficace. Il marque simplement la volonté de lutter autrement.

Mais il est vrai aussi que ces sabotages, ces accès de démagogie verbale sans effet ont poussé une minorité non négligeable du personnel à se tourner vers les jaunes. Cette évolution n'avait rien d'inévitable, à condition de leur montrer concrètement que la lutte paie...

Au moment où le gouvernement Messmer et Pompidou va essayer de toucher directement le niveau de vie des travailleurs, au moment où de sérieuses menaces pèsent sur l'emploi dans l'automobile, il faudra s'en souvenir.

La première tâche est de tirer à fond le bilan de luttes passées, pour que les prochaines puissent aboutir.

ELECTIONS PROFESSIONNELLES A BILLANCOURT : DES RESULTATS SIGNIFICATIFS

1er collège : ouvriers et employés

	CGT	CFDT	FO	CFT	CFTC
74	69,79 %	14,55 %	10,35 %	3,47 %	2,84 %
73	72,40 %	12,89 %	9,73 %	2,38 %	2,60 %
Dif.	- 3,61 %	+1,66 %	+0,62 %	+1,9 %	+0,24 %

le social et la matraque

Pour la bourgeoisie «faire du social» c'est embrigader, réprimer. Les éducateurs sociaux qui refusent de marcher la main dans la main avec les flics, de réintroduire les «marginiaux» aux valeurs sûres de la bourgeoisie (travail, morale, famille, patrie) ceux-là sont directement menacés. L'affaire de Poissy le montre. Rouge a interviewé un des éducateurs qui luttent depuis plus de 50 jours contre la répression.

Pourquoi êtes-vous en lutte ?

Nous travaillons dans un service éducatif de prévention, dont les objectifs poursuivis par le pouvoir sont d'encadrer sur place dans les quartiers populaires, les «populations marginales».

Depuis trois ans que nous travaillons, nous avons essayé d'aider la population à s'organiser pour prendre en charge ses propres problèmes. Notre employeur s'est opposé à notre action: menaces et inculpations, descentes de police dans les clubs, vérifications d'identité à répétition pour les jeunes... jusqu'à ce qu'il obtienne de la préfecture la suppression de la subvention et puisse ainsi décider de la fermeture du service.

Poissy : c'est Simca, la CFT. Quel rapport avec votre lutte ?

L'employeur, maire de cette ville est un «employeur social» de choc. Il nous

menaçait de fermeture depuis un an si nous ne collaborions pas avec ses flics; il a refusé toute négociations depuis le début du conflit. Il a fait boucler sa mairie par une horde de flics quand une délégation de cent personnes manifestait; il nous a fait vider de notre local par la police. Il a fait fermer les clubs de quartier. Il proposait plus de quinze millions aux futurs licenciés pour qu'ils partent sans faire de bruit.

D'autre part, la mobilisation est très difficile sur une telle ville. La CFT y règne sur l'emploi et le logement; elle intervient avec ses gros bras. Quand nous avons organisé la manif du 15 Décembre sur Poissy, il y avait plus de 400 personnes dont beaucoup de militants du secteur à l'appel de la CFDT, de Rouge, et du PSU; mais très peu d'habitants de Poissy. Rends toi compte que pendant que nous manifestions contre les licenciements, on savait que plusieurs centaines de licenciements d'immigrés se

faisaient en douceur chez Simca. Un manifestant de Poissy, voyant des drapeaux rouges dans la manif, nous disait qu'en 68 des habitants avaient pu en mettre aux fenêtres, mais n'avaient pas osé descendre avec dans la rue; que cette manifestation était la plus grosse jamais vue sur Poissy.

Le travail de soutien de l'UL CFDT est conséquent mais l'impact en est limité dans une telle ville.

Avez-vous reçu un soutien des partis de l'Union de la Gauche ?

Nous pensions qu'ils saisiraient l'occasion; il n'en a rien été. Nous avons mis en place un comité de liaison local pour favoriser la popularisation de la lutte par les forces politiques. (PCF, PS, PSU) syndicales (UL CFDT et CGT, SNES, SNI, FEN) et locales (associations diverses de quartiers...) Les partis du Programme Commun ont voulu diriger la lutte par le biais de cette structure et le contrôle nous échappait complètement. Le PCF n'a rien fait, allant jusqu'à nous demander de distribuer son unique tract...

qui n'appelait pas à notre manifestation mais à voter programme commun... La direction de la CGT a rompu l'unité

quand nous avons décidé de réaliser une manifestation sur Poissy. Ils en sont restés aux pétitions, motions et aux délégations.

Quelles sont vos perspectives ?

La victoire est maintenant bien compromise: le service est effectivement fermé, les licenciements prononcés. Mais nous entendons tout faire pour continuer la lutte. Nous avons mis en place un Comité National de Soutien; Rouge et le PSU et de l'éducation surveillée FEN et une revue du secteur. Nous y sommes peut-être peu nombreux; mais les forces qui y sont ont l'air de vouloir réellement nous soutenir sur nos objectifs sous notre contrôle et sans exclusive. Nous préparons une journée nationale de grève, le 1er Février dans le secteur avec une manifestation au ministère le matin 10 h à la Tour Eiffel. Le seul regret, c'est d'avoir attendu plus de 50 jours de grève avant de mettre en place ce comité de Soutien. La lutte en serait probablement à un autre stade. La façon éronnée dont nous avons conçu cette alliance avec les forces de l'Union de la Gauche s'est traduite de fait par une exclusive sur les forces d'extrême-gauche. C'est une leçon à retenir.

travailleurs immigrés

ANTIRACISME ET SOLIDARITE

Monsieur Pompidou avait pourtant assuré à Bouteflika, ministre des affaires étrangères algériennes que ses concitoyens jouissaient de tout le bonheur souhaitable. Or, en France, lorsque ce ne sont pas les racistes officieux qui frappent, les officiels et leur armada de policiers et bureaucrates s'en chargent.

Expulsion de foyers, du territoire nationale, vie misérable dans les bidonvilles, telle est l'image qu'à Monsieur Pompidou du bonheur quand celui-ci est pour les étrangers.

ABDEL NE DOIT PAS ETRE EXPULSE !

Abdel Medjib Taieb, 20 ans étudiant marocain à Vincennes. En France depuis l'âge de 13 ans, menacé d'expulsion pour le motif suivant : « comportement général inadmissible ». Le Maire (PCF) de Villeparisis refuse de défendre « un petit voyou »...

La riposte s'est pourtant organisée: le 5 janvier est joué un spectacle théâtral : « j'ai confiance en la justice de mon pays ». Des centaines de personnes, un long débat sur l'expulsion d'Abdel. Le 12, c'est la première réunion du comité de soutien, avec P.H., l'Association jeunesse famille, Rouge, Le Comité Vincennes lettres, le PS. Des motions de solidarité du SNI et du SNES sont apportées.

Le 19 une manifestation a lieu : à 15 heures un rassemblement à lieu gare du Nord; à 17 heures, 160 personnes partent en manifestation dans les rues de Villeparisis. La ville est presque en état de siège : 6 cars de police; les CRS, au premier croisement, bloquant la rue, casqués et matraque à la main. Finalement, le cortège passe aux cris de « non à l'expulsion d'Abdel, liberté d'expression, expulsions Marcellin, halte au racisme ». Les flics sont là à chaque carrefour. Au moment de la dispersion, un taxi fonce dans la foule. Aussitôt, les flics chargent et embarquent 7 manifestants. L'un d'eux — un français qui a le tort de porter un « nom à consonnance arabe » — sera copieusement tabassé.

Ce soir là, le PCF (prévenu de l'affaire depuis la mi-décembre) se rend pour la première fois au comité de soutien. Il se refuse à fixer l'échéance d'une mobilisation



unitaire et consent à signer un tract commun pour le 27 (Abdel risque d'être expulsé entre le 16 et 20 janvier !!). Sur pression directe de Bordu, député de Chelles, le PCF retire sa promesse de signature; toute son action aura été de mettre

des bâtons dans les roues...

Abdel risque une expulsion imminente. La riposte doit s'amplifier. Les motions et signatures doivent être envoyées à l'avocate Maître Josyane Moutet.

Correspondant

MORTS DANS LEUR TAUDIS

A Villeneuve St-Georges, le 5 décembre dernier, deux jeunes travailleurs portugais Ramiro et Fernando Gomez Carneiro, âgés de 20 et 19 ans sont morts asphyxiés dans leur chambre. Un dégagement de gaz carbonique provoqué par l'appareil de chauffage à charbon trop vieux et défectueux les a tués.

Il a fallu attendre 5 jours pour qu'on découvre leurs corps. Une enquête de police est ouverte...

Mais il n'y a pas besoin d'une longue enquête pour savoir quelle surexploitation pratique le patronat à l'égard de la main d'oeuvre immigrée (à Siccardi notamment où travaillait l'un des deux frères); pas besoin de longue enquête pour connaître ces conditions de logement lamentables (taudis vieux et pourris, murs branlants, déplâtrés), qui sont le lot de milliers de travailleurs immigrés.

Une campagne de solidarité unitaire est menée sur Villeneuve. Le CCR, la CIMADE, la CFDT, le GISTI, Jornal Portugues, Le MRAP, le PS, le PSU et Rouge y participent.

LOSSERAND (Paris 14ème) : LA PREFECTURE HESITE !

Le 18 janvier, la police devait procéder à l'évacuation du foyer des travailleurs sur ordre de la préfecture. Tous ceux qui depuis neuf mois soutiennent les travailleurs dans leur lutte veillèrent toute la nuit et, au petit matin, plus de 200 personnes attendaient la venue de la police devant la porte du foyer. Devant une telle mobilisation, la préfecture préfère remettre ses projets à plus tard...

Le rassemblement se transforme alors en manifestation dans les rues du 14ème, à huit heures du matin.

Depuis, tout le quartier est mobilisé: des gars de PTT-Brune aux lycéens de François Villon en passant par les étudiants de la Cité Internationale, de Supelec, les ménagères du quartier, les jeunes des cités, tous ceux qui refusent la politique de la matraque contre les travailleurs.

On a noté le passage de François Mitterrand, venu apporter son soutien.

Tous ceux qui viennent se partager le travail des gardes, des veilles la nuit, des permanences le jour, de la préparation des initiatives du comité de soutien. L'expulsion peut arriver d'une heure à l'autre: tout le monde est prêt pour recevoir ces messieurs... Ils ont beau manoeuvrer, il leur faudra céder et accepter les revendications des travailleurs qui sont leur droit le plus strict à être

relogés ensemble dans le quartier et décevant. Si la préfecture veut avoir les travailleurs à l'usure, ils sauront prendre les initiatives pour élargir la mobilisation et renforcer leur détermination à vaincre.

P.S. : La nuit, un certain nombre d'individus rôdent autour du foyer. Ils ne semblent pas chercher des champignons, mais plutôt un incident qui arrangerait bien la préfecture. Que ces messieurs se méfient: on connaît bien leurs voitures dans le quartier depuis la dernière campagne électorale.

23.1.74

EN PLEIN HIVER DANS UN BIDONVILLE SANS TOIT

Les Coudreaux, près de Chelles et de Courtry (en Seine et Marne): 56 personnes dans un micro-bidonville; 7 familles dont 42 enfants.

On y vit dans la boue, avec les accidents, les maladies des gosses, le froid.

Dans la nuit de mercredi dernier, une toiture de tôle s'envole: rafales de vent, trombes d'eau à l'intérieur, des poutres vermoulues s'effondrent. Les habitants du bidonville sortent affolés, essayant de consolider portes, fenêtres et toit avec tout ce qu'ils trouvent et de mettre des cuvettes sous les fissures. Cela durera toute la nuit.

Les sinistrés vont voir les autorités. Mais il suffit d'être arabe pour que toutes les portes se ferment:

— la mairie de Courtry, mairie «apolitique» et réputée: on y reçoit les immigrés en les insultant, en les tutoyant: « si tu n'es pas content, retourne dans ton pays ». Elle a toujours refusé de construire une cité de transit: pas d'étrangers dans la commune!

— la mairie de Chelles (UDR) s'en lave les mains.

— les offices de HLM disent qu'il n'y a pas de logement vide... quand ils apprennent qu'il s'agit de familles arabes.

Alors on leur fait une proposition incroyable: celle de camper dans une tente de l'armée dans la cour de l'école de Courtry. Du camping en plein hiver! Devant leur refus, les pompiers de Chelles leur installent une bâche sur le toit béant. Mais attention: elle n'est que prêtée, pour quelques jours...

Quand on est arabe, on peut bien crever de froid, ils ne lèveront pas le petit doigt! Une campagne s'organise pour le relogement immédiat des familles. Des logements vides, il y en a. Il faut briser le silence et dénoncer l'attitude scandaleuse de la Mairie et de l'Office.

Correspondant



L'ATTENTE

● Tout va se jouer à Paris dans les bureaux ministériels. Depuis les dernières déclarations du 15 janvier de Messmer, Labbé, Charbonnel, rien ne transpire. C'est le silence. On sait seulement que le syndic a été invité à se rendre à Paris samedi et que le dernier week-end, une réunion s'est tenue au ministère Charbonnel sur les problèmes de financement et de formation. Mais aujourd'hui, mardi, aucune nouvelle.

Le seul point qui se précise un peu, c'est Arbel. Le sens du déménagement rue Violet ne s'est guère éclairci, mais ses manœuvres continuent et sont aussi un facteur de tension et d'inquiétude. Dès le mardi 15, en effet, il contacte la maîtrise et veut faire procéder à un inventaire de ce qui se trouve à Palente, et commencer l'implantation rue Violet. Plusieurs questions se posent alors avec acuité. Que faire ? Faut-il refuser d'aller à Palente alors que les CRS sont toujours là ? Faut-il refuser d'aller rue Violet ?

Une fois encore c'est l'attente chez LIP... attente tendue car sans être pessimiste on peut craindre que le plan Neuschwander ne soit celui de la « dernière chance », attente épuisante aussi car la possibilité à Besançon même d'influer sur la situation est bien mince.

Seule la première question appelle une réponse claire : aucun travailleur n'ira à Palente avec un flic dans le dos ! Mais la 2ème est complexe. D'un côté, en effet, au niveau des principes, aller chez Arbel alors que rien n'est réglé au niveau du plan d'ensemble est un gros risque. C'est mettre un doigt dans l'engrenage, cela peut être le commencement de la fin du front uni des LIP. D'un autre côté, ne pas céder à Arbel, se montrer fermes et intransigeants, peut donner des armes aux Messmer qui veulent faire passer les LIP pour des jusqu'aboutistes illuminés et cela risquerait de ne pas être compris.

Après débat, mais aussi après avoir constaté que quelques travailleurs dont deux délégués CGT avaient accepté l'offre d'Arbel sans en référer à l'Assemblée générale, des décisions sont prises - la rage au cœur, une large majorité se prononce pour l'acceptation du travail, mais un certain nombre de garanties sont demandées.

* Les grévistes refusent de signer le contrat définitif reprenant l'ancien statut Lip qui leur était présenté dès l'entrée. Ils signent un papier provisoire reconnaissant que la situation est provisoire. Quand au statut, il n'est pas question d'essayer de séparer les LIP entre eux. Le statut sera discuté par tous, au cours de discussions d'ensemble.

* C'est parmi le personnel en lutte et non parmi ceux qui ont abandonné l'action que devront se faire les lères réembauches. Dès que les lettres d'embauche seront envoyées, en AG de secteur armement, collectivement, ce choix sera examiné et le contrôle effectué.

En effet, toutes les décisions doivent être prises collectivement et après acceptation de tous. Celui qui va travailler après débat en assemblée générale et de secteur est considéré comme continuant la lutte. C'est cela seul aussi qui empêchera toute éventuelle dégradation de la solidarité. Et pour permettre cela, une

réorganisation de la lutte sera envisagée. Déjà, quelques idées sont lancées.

- le 1er jour de la reprise, une réunion aura lieu sur le lieu de travail

- chaque matin « Lip-Unité » sera distribué

- une AG par semaine le soir après le travail sera faite

- une ou deux fois par semaines des rencontres avec ceux qui ne travaillent pas, seront organisées à la Maison pour tous.

- dans la mesure du possible, ceux de la rue Violet monteront manger à midi au Fort de Brégille avec leurs camarades.

Mais on n'en est pas encore là ! Seulement 8 personnes lundi et 14 personnes le mardi ont franchi les portes de la rue Violet. Un « vilain véhicule » de la police stationne toujours devant et un flic en mobylette tourne toujours obstinément !

Les locaux ne sont toujours pas en état, il faut les adapter dans la mesure du possible, repeindre la façade, remplacer les portes et fenêtres emportées lors d'une manif, etc. Peut-être une partie de l'usinage repartirait le 28 janvier et du décolletage le 3 février, mais on ne sait trop s'il faut croire ses paroles et si tout ce remue-ménage n'est pas encore une mascarade !

Rien n'a donc avancé, aucune perspective de négociation n'est à ce jour en vue. Ce qui est clair c'est que l'enjeu de ces journées dépasse largement le sort de 1300 travailleurs.

Car à travers Lip, à travers le nouveau plan, se déroule un débat au sein de la majorité gouvernementale. Si Charbonnel et une partie importante du CNPF dont Ceyrac, Riboud, Bidegain et autres soutiennent un plan qui réglerait rapidement l'affaire Lip, ce n'est ni par philanthropie, ni uniquement parce que dans le domaine social, ils se sont parfois prononcés pour la « concertation », mais parce qu'ils préparent les crises et les relèves de demain. Lip, c'est devenu un abcès de fixation qu'il importe de régler au plus vite afin de débayer le champ social suffisamment encombré. Les Lip, dans un contexte de crise de « confiance » de luttes sociales, mais aussi de luttes sur d'autres terrains tels l'armée, l'avortement, dans ce contexte là, Lip prendrait plus que jamais sa place de phare des luttes. Pour une partie du patronat, le proverbe devient :

« Mieux vaut un printemps chaud sans Lip, qu'un printemps chaud avec Lip », ce sera plus facile à désamorcer.

le 22-1-74
S.Triton

points chauds

BEZONS : NON A LA DIVISION DES TRAVAILLEURS !

● Deux blessés aux Cables de Lyon de Bezons à la suite d'une bagarre entre un travailleur arabe et un portugais, et la grève... Que s'est-il passé ?

Le patron tente de dresser les travailleurs immigrés les uns contre les autres en opposant les différentes nationalités.

Cette politique sinistre ne manque pas de moyens, aujourd'hui avec les expulsions qui se multiplient, avec les attentats racistes, avec la circulaire Fontanet-Marcellin, il n'est pas difficile à un patron de faire pression sur un travailleur immigré, d'exercer un chantage suffisant pour le contraindre à exécuter des boulots douteux ; ainsi un ouvrier arabe a été chargé de pointer ses camarades et de faire des rapports sur les retards. Ce sont d'abord les travailleurs portugais qui se sont solidarisés avec un camarade victime d'un de ces rapports et qui sont partis en grève.

« Nous sommes en grève parce que nous sommes solidaires d'un ouvrier qui a été agressé par un « mouchard » du patron, nous avons des preuves de sa culpabilité ».

Cette explication a été diffusée par tracts CFDT. Mais s'il est légitime de refuser de travailler sous une surveillance constante, les travailleurs ont

compris qu'une telle revendication risquait d'isoler les ouvriers portugais des ouvriers arabes. L'incident leur a permis de prendre conscience du danger de division qui les menace. Une réunion est appelée pour avancer des revendications qui puissent unir l'ensemble des travailleurs.

Ainsi les deux blessés n'ont pu recevoir les premiers soins parce qu'il n'y a aucun poste de secours dans l'usine ; les travailleurs ont compris qu'en cas d'accident ils sont condamnés à crever sur place ; ils exigent :

- un service médical permanent

- l'amélioration des conditions d'hygiène

Ils luttent pour l'unité des travailleurs :

- 1 500 F mensuels minimum pour tous ; à travail égal, salaire égal ; travailleurs immigrés, travailleurs français, même combat.

EVR, 6ème semaine de grève.

● Depuis 5 semaines que les travailleurs d'EVR étaient en grève le patron n'avait pas jugé nécessaire de se manifester. La première intervention vendredi matin c'est pour poser un ultimatum : il n'est pas possible de continuer à accumuler des stocks,

* le personnel gréviste (montage) devra donc être remplacé par les travailleurs d'un

autre service, sinon ces derniers seront mis en chômage technique.

* réduction d'horaire de 44 h1/2 à 40 h avec diminution de salaire correspondante

Dernière heure : Après avoir nié pendant 5 semaines qu'il lui était possible de négocier, la direction propose :

- améliorations progressives des conditions de travail

- 0,3 à 0,4% d'augmentation moyenne par mois pour certains travailleurs (200F environ 12%)

- avancement de la prochaine augmentation prévue pour le 1er juillet

- garantie de l'emploi

Devant le mépris systématique de la direction, les grévistes réfléchissent actuellement sur les possibilités d'élargissement du mouvement.

STENAY (55)

Région rurale : à partir des problèmes posés par les conditions de travail

(journée de 14 ou 15 heures) et les pertes de revenu (moins de 1000F par mois) des petits paysans, les différentes catégories de la population découvrent la communauté d'intérêts qui les lie : la lutte contre la vie chère.

Un comité d'action contre la hausse des prix s'est formé, composé de jeunes agriculteurs (50%), d'ouvriers, de

ménagères, et d'un commerçant, il a pris contact avec les travailleurs immigrés.

Au cours de la première réunion, la discussion sur les luttes des paysans contre les intermédiaires (coopératives, grossistes, détaillants) a démonté le mécanisme de la hausse des prix agricoles lié directement à la dégradation du revenu des agriculteurs : par exemple, le prix de la viande sur pied a baissé tandis que le prix de vente à la boucherie a augmenté.

La hausse des prix agricoles n'est pas un mystère mais une politique délibérée du gouvernement et des gros producteurs.

Le comprendre en confrontant la situation de tous, décider des luttes communes contre la vie chère, c'est ce que peuvent réaliser des comités d'action comme celui de Stenay.

PEDERNEC : LA LUTTE CONTINUE

● Malgré une reprise partielle à Plouray, la lutte s'intensifie à Pederneac (abattoirs Doux).

Un commando d'agriculteurs, envoyés pour casser la grève, s'est rangé du côté des travailleurs après discussion. Une grue retire la lieuse, qui bloquait l'entrée des abattoirs. Elle est aussitôt remise en place par les paysans qui y ajoutent quelques troncs d'arbres.

Enfin, il envoie une lettre à chaque gréviste, leur intimant l'ordre de reprendre le travail et menaçant les récalcitrants de mise à pied.

Parallèlement, le soutien gagne en intensité. L'intersyndicale a organisé à Pederneac une manifestation durant laquelle un membre du comité de soutien et un lycéen prennent la parole. Ce fait est très important, car il est l'amorce d'une unité entre l'intersyndicale et les comités, unité qui ne peut que profiter à la grève.

Un bal de solidarité à Paimpol a réuni 700 personnes.

L'appui de la CFDT et des travailleurs a permis de mettre un coup d'arrêt à la répression contre les lycéens.

Mais l'impatience gagne les grévistes devant les brutalités policières, les pressions de toutes sortes. L'UDR locale multiplie les insultes contre ce qu'elle appelle la « chilianisation briochine ».

L'autodéfense est aujourd'hui à l'ordre du jour et les liens créés entre les comités de soutien et les syndicats doivent être resserrés.

Les grévistes et ceux qui soutiennent leur lutte se sont donnés rendez-vous au gala régional pour discuter de ces points.

Dernière minute : Après avoir enfoncé la barricade qui bloquait l'entrée de l'usine, la police a pénétré dans les abattoirs.



UNE RÉVOLTE INÉGALE

Qu'un vent de révolte souffle sur les casernes, c'est l'évidence même. Que l'insolence se développe au sein du contingent : chaque gradé est à même de l'apprendre chaque jour à ses dépens. Que chaque scandale de la vie militaire (ces scandales auxquels plusieurs générations s'étaient « habituées »), qu'il s'agisse des « accidents » des brimades, des exactions de toutes sortes, qui émaillent la vie des casernes, soient l'objet de dénonciations et de luttes : il suffit d'ouvrir un journal pour s'en rendre compte. Les exemples de Frileuse, de Clermont-Ferrand, d'Angers, pour en rester aux dernières semaines, montrent que malgré tous ses efforts, la caste militaire ne parvient plus à dresser un mur de silence autour de ses sales coups.

● Mais il faut comprendre aussi que la radicalisation qui traverse le contingent est un phénomène encore très inégal. L'agitation, le refus de l'arbitraire galonné ne sont plus seulement le fait de quelques militants révolutionnaires sous l'uniforme. Les crevures et la Sécurité militaire en tête, le savent bien et s'en inquiètent. Mais il est absolument nécessaire d'aller plus en profondeur. Ces luttes et ces refus qui éclatent de partout, il est indispensable de les faire progresser dans un cadre d'ensemble qui en dégage le sens et en permette la progression. Bref : ce refus de l'ordre des casernes et de tout ce qu'il signifie, c'est la tâche des marxistes-révolutionnaires de le charpenter solidement par un corps de mots d'ordre.

LE DROIT DES BIDASSES.

On n'insistera jamais assez sur le fait que les soldats sont privés des droits les plus élémentaires et que cela a des conséquences. La discipline de cadavre qui fait la force des armées bourgeoises les soumet à tous les devoirs, au bon gré de la hiérarchie, sans autre droit que celui de se taire.

La bataille contre l'embrigadement et l'encasernement pour les droits dits démocratiques : liberté d'expression, de réunion, d'information, mais aussi incorporation proche du domicile, permissions hebdomadaires, réduction du temps de service au temps des classes, solde au SMIG, etc. est une bataille absolument centrale. Pour au moins deux raisons.

La première est que la bourgeoisie est en position extrêmement faible sur ce point. De toutes les armées bourgeoises, l'armée française est sûrement une de celles qui se paye le « règlement de discipline générale » le plus archaïque qui soit. Or, aucune nécessité « technique » du strict point de vue de l'apprentissage militaire ne justifie qu'on fasse des appelés des citoyens d'avant-dernière zone (juste avant les travailleurs immigrés). Maintes armées, toutes aussi bourgeoises, ont une discipline beaucoup plus libérale. La raison de cette rigidité crispée est donc politique, uniquement politique. C'est ce que ne comprennent pas les voix bourgeoises qui réclament certaines réformes parcellaires sur le service national (les pages du

« monde » leur servent généralement d'écho). Pour la fraction de la bourgeoisie qui essaie de voir un peu plus loin, ces réformes sont impensables. Impensables, au moment où l'armée est de toutes parts et sous tous les angles remise en question. Impensables au moment où les mouvements anti-militaristes manifestent partout leur vigueur. Impensables au moment où les luttes ouvrières se développent. Impensables quand la société connaît une crise globale et que ces valeurs, dont l'armée est à la fois le condensé et la gardienne, sont joyeusement battues en brèche à un niveau de masse. Dans un tel contexte toute réforme un peu consistante concernant les droits des appelés serait (à juste titre) interprétée comme une reculade politique face au mouvement ouvrier. Car au même titre que les révolutionnaires, la bourgeoisie ne voit pas dans le contingent un agglomérat conjoncturel, mais bel et bien un rassemblement de travailleurs pour un temps sous l'uniforme, face auquel il faut maintenir un rapport de forces. De plus, dans un contexte de crise, une libéralisation du service enclencherait une dynamique de contestation active largement incontrôlable. Sans parler de la caste militaire, soucieuse de ses prérogatives, qu'il ne faut pas se mettre à dos. Politiquement, la bourgeoisie est ligotée. Cette défaite politique si elle intervient ne sera le fait que des luttes et non d'un souci de rationalisation. Jusque là, en priant que les orages ne se déclenchent pas trop vite, Galley ne peut qu'annoncer : « Jamais n'a été enregistrée une aussi bonne entente dans les casernes »... De la méthode Coué érigée en système de gouvernement. Dans le même style, certains clament que « Lip, c'est fini »...

L'autre raison qui rend décisive la bataille pour les droits démocratiques tient aux effets réels de l'oppression maintenue dans les casernes. Cette oppression est tellement forte, le laminage tellement bien organisé qu'il est vrai qu'au bout de deux mois, maints appelés finissent par trouver normal de se voir sucrer une perm' parce qu'ils ont mal graissé un fusil, ou parce qu'il manquait un bouton à leur veste de treillis. Briser le cadre réglementaire de l'abrutissement apparaît là comme un objectif de taille pour le développement de

l'influence des révolutionnaires au sein des enceintes militaires.

L'anti-militarisme râleur et folklorique (la quille bordel !) qui convenait tant à la hiérarchie, est en perte de vitesse. Depuis des mois et des mois, c'est le refus de l'ordre militaire et de ses rites qui s'exprime. S'il se manifeste partout, il se manifeste encore d'une manière éclatée, confuse. Il faut le faire progresser car il ne le fera plus de lui-même passé un certain seuil. La hiérarchie le comprend bien qui frappe les anti-militaristes civils, fait le dos rond devant les révoltes spontanées dans les casernes, mais réprime durement les soldats révolutionnaires organisés.

Une offensive de longue haleine, menée conjointement par les civils et les appelés, sur la question des droits démocratiques : voilà ce que craint actuellement la bourgeoisie qui voudrait tant qu'on lui laisse figurer en paix son armée de guerre civile.

CONTRE L'ARMÉE DE GUERRE CIVILE

Le but des révolutionnaires n'est évidemment pas de mettre de l'huile dans les rouages rouillés de l'organisation militaire en aidant un peu la rationalisation. Contraindre la bourgeoisie à prendre des mesures de réforme à l'égard du service national serait une victoire politique, et contribuerait à la dégradation de cet instrument décisif pour elle. Il n'en reste pas moins que quelques réformes, aussi importantes qu'elles soient, ne règlent en rien le problème de l'enjeu qu'est l'armée dans la lutte des classes. Travailler maintenant au « retournement » d'une partie des troupes nécessite l'introduction de mots d'ordre d'une autre nature.

L'actualité internationale la plus brûlante, la plus douloureuse, démontre que les mots d'ordre que les révolutionnaires développent sur l'armement du prolétariat n'ont rien d'abstrait. Dans cette logique, nous réclamons un apprentissage réel des armes, y compris les plus modernes. Nous réclamons une instruction infiniment plus poussée sur l'ensemble des pratiques militaires, sur l'ensemble des rouages qui permettent à la machine de fonctionner.

Le retournement, la paralysie d'une armée moderne ne passe pas uniquement par le refus de celui qui tient le fusil mitrailleur ou qui conduit le char, mais par celui de tous ceux qui soutiennent logiquement ce tireur et ce conducteur. Les mythes du fusil au poing et du commando d'intervention obscurcissent l'horizon des anti-militaristes confrontés à une armée moderne.

La plupart des appelés regrettent de ne pas pouvoir utiliser leur temps de service à un apprentissage réel des armes, à une

étude pratique plus soutenue de l'organisation militaire. L'idée qu'un jour « ça pourra servir » est infiniment plus enracinée qu'on ne le croit généralement. Et elle n'a que peu de rapport avec la volonté d'en découdre avec un quelconque ennemi héréditaire, ou intérieur à la sauce Galley-Bigeard. Si le vieux mot d'ordre : l'ennemi est dans notre pays, ne demande qu'à être repris, il vise clairement les matraqueurs qui nous gouvernent et la classe d'exploiteurs dont ils défendent les intérêts.

Apprentissage réel des armes, instruction militaire, formation combattante voilà des mots d'ordre sur lesquels les révolutionnaires ne céderont pas. Mais aussi lutte contre l'extension des camps militaires, contre les bris de grève où on force le contingent à se compromettre, la dénonciation permanente de la préparation à la guerre civile : tout cela est indissociable.

UNE INTERVENTION COMBINÉE

Ces axes de mots d'ordre, qui constituent l'armature de la plate-forme des marxistes révolutionnaires intervenant dans l'armée, forment un tout qui fait système. On ne peut le découper en rondelles. Sous peine de déviations graves. Cependant ils ne se monnayent pas sur le terrain de la même manière.

Dans les casernes, par exemple, quantité de critères (origine sociologique, âge moyen, niveau d'études, moment d'incorporation, arme, etc.) feront que les appelés seront plus sensibles à un thème plutôt qu'à un autre. La radicalisation passe par cent canaux. Aux marxistes révolutionnaires de les dégager, de les combiner. Il n'y a rien de linéaire dans la prise de conscience au sein du contingent, mais la progression peut être considérablement accélérée par l'intervention bien comprise des marxistes révolutionnaires. La question est essentiellement subjective.

Les marxistes révolutionnaires ont beaucoup à faire encore pour maîtriser l'articulation entre le travail que font à l'intérieur les camarades de l'intérieur et le développement des campagnes civiles. Entre la défense pied à pied des revendications du contingent, et la lutte pour l'armement des travailleurs, à commencer par celui des travailleurs sous l'uniforme.

Il faut surmonter et dépasser quarante ans d'abandon stalinien. Non seulement à renouer tous les fils de l'anti-militarisme révolutionnaire, mais en plus à actualiser et à inover. Seul un travail systématique, permanent, opiniâtre, courageux des révolutionnaires au sein du contingent le permettra. Il est à l'ordre du jour.



Lebrun

17 mai 72: les grévistes EDF au dispatching central de la rue des Batignolles.

GÉRER SANS PATRONS

LA GESTION DÉMOCRATIQUE DES ENTREPRISES VUE PAR LE BUREAU CONFÉDÉRAL DE LA CGT

Fin octobre, le Bureau confédéral CGT rendait publiques ses « Réflexions et propositions » sur la « Gestion démocratique des entreprises dans la démocratie économique et politique. »

Cette publication s'insère tout naturellement dans le débat sur le socialisme instauré entre la CGT et la CFDT. « Autogestion ? » « Gestion démocratique ? » A leur manière, les responsables des deux confédérations tentent de répondre à la profonde aspiration des travailleurs à vivre autrement et en premier lieu sur leur lieu de travail.

Les uns et les autres promettent donc monts et merveilles : c'est à qui promet le plus de démocratie dans son modèle de gestion. Alors même que la pratique quotidienne des uns et des autres démontre qu'ils font peu de cas de la démocratie ouvrière : les uns et les autres sont également hostiles à la forme naturelle qu'elle prend sitôt que les travailleurs relèvent la tête : le comité de grève.

Alors même que les uns et les autres passent sous silence ce qui selon nous est la précondition à toute gestion véritablement démocratique : abolir le pouvoir économique et politique de la bourgeoisie, c'est-à-dire détruire l'Etat bourgeois.

Ces convergences ne sont pas fortuites. Par-delà les divergences, la direction de la CGT a une ligne politique claire à laquelle se rallie de fait la direction de la CFDT. Cette ligne réduit l'Etat à un instrument administratif politiquement neutre — aujourd'hui dirigé par un gouvernement à la solde des gros capitalistes — et demain qui peut être dirigé par un gouvernement choisi par les travailleurs...

En l'absence de réponse publique de la direction confédérale CFDT, nous n'aborderons aujourd'hui que le projet de la direction CGT.

Pas de « gestion démocratique » possible dans le cadre d'une économie capitaliste !

* * *

L'analyse du projet (cf. pages centrales) montre que, de fait, les pouvoirs de décision seront détenus par une poignée de gestionnaires ouvriers — pratiquement incontrôlables par les travailleurs. Que les bureaucrates syndicaux, déjà incontrôlables par les syndiqués dans le cadre de leurs tâches syndicales, envisagent ainsi la marche vers le socialisme et par delà, le socialisme lui-même, n'est pas pour nous étonner.

Mais quelles que soient les intentions subjectives des bureaucrates, c'est le maintien de l'économie purement capitaliste, dans la phase de la « Démocratie économique et politique », qui rend impossible toute participation directe des travailleurs à la gestion de leurs entreprises.

Le Programme commun, en effet, se situe dans le cadre du système capitaliste, et laisse à la classe bourgeoise ses leviers de commande économiques et politiques.

Leviers de commande politiques : l'Etat bourgeois reste en place, dans ses institutions (la Vème République) et ses corps constitués (administration, armée, police, justice, etc.). La tragique expérience de l'UP au Chili a une nouvelle fois démontré que l'Etat bourgeois ne se réduit pas à une Chambre des députés et un gouvernement.

Leviers de commande économiques : L'ensemble des institutions bourgeoises sert à garantir les rapports de production capitalistes (appropriation par la classe bourgeoise des moyens de production, travail salarié, économie de marché...) Les nationalisations promises par le Programme commun ne font que remettre à la classe bourgeoise dans son ensemble ce qui avant n'était que la propriété individuelle de quelques bourgeois. Comme le programme ne touche pas aux rapports de production, la bourgeoisie conserve intégralement ses leviers de commande économiques, même si elle doit éventuellement accepter pour un temps quelques ministres « ouvriers ».

Par suite, quelles que soient les illusions du PCF, aussi « démocratique » soit la gestion des entreprises nationalisées, elles subiront à leur corps défendant les lois aveugles de l'économie capitaliste.

Concrètement, cela signifiera nécessité pour le secteur nationalisé d'être aussi rentable, selon les critères capitalistes que n'importe quelle entreprise du privé. Prenons l'exemple des transports. Aujourd'hui, la SNCF, entreprise nationalisée, subit la concurrence d'une multitude de transporteurs sur route, entreprises que le Programme commun n'envisage nullement de nationaliser. Pour résister à cette concurrence, la SNCF n'a d'autre choix dans une économie capitaliste que :

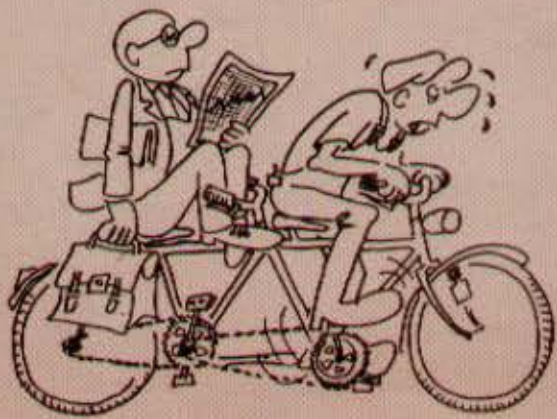
— soit travailler à perte, le déficit étant comblé par l'Etat, c'est-à-dire par les impôts perçus sur toute la population

— soit « rentabiliser » sur le dos des cheminots ce qui se traduit par l'accélération des cadences, la dégradation des conditions de travail, les pressions sur les salaires.

Le gouvernement d'Union populaire, s'il voit le jour, se trouvera devant le même dilemme, et selon toute vraisemblance, le résoudra de la même façon à des nuances près, que le gouvernement actuel. Tel est, tout crûment le sens de la petite phrase de Marchais : « Les ouvriers travailleraient davantage, s'ils avaient un gouvernement dans lequel ils ont confiance », (« Le Monde » 24-1-73).

On comprend dès lors que pour appliquer cette politique, on ne souhaite guère toute forme de participation permanente et consciente des travailleurs à la gestion de leurs entreprises. « Travaillez et faites nous confiance », tels sont les mots d'ordres des bureaucrates ouvriers qui, quoi qu'ils en disent, s'apprentent à cogérer l'économie capitaliste avec la bourgeoisie.

Telles ne sont évidemment pas les perspectives des révolutionnaires.



“GESTION DEMOCRATIQUE ?”

« La démocratie politique et économique que définit le programme commun de la gauche ouvre la voie au socialisme ». Fort bien, mais quelles formes prendrait ce socialisme ? On peut en avoir une idée en lisant les « propositions et réflexions de la CGT » sur la « gestion démocratique des entreprises dans la démocratie économique et politique ». (1)

Inutile de lire entre les lignes. C'est clair : la voie tracée par ces propositions, c'est celle d'un socialisme bureaucratique. Regardons-y de plus près.

LES GRANDS PRINCIPES DE LA « GESTION DEMOCRATIQUE »

En cas de victoire de la gauche aux élections et d'application du Programme commun, les entreprises nationalisées (et elles seules) seraient gérées de façon nouvelle : elles bénéficieraient d'une « gestion démocratique ».

1) Elles bénéficieraient d'une autonomie de gestion. Cela signifie notamment « une grande liberté d'action pour déterminer leur propre politique dans le domaine social. » En clair, les avantages sociaux et les salaires pourraient être différents d'une entreprise à l'autre. Avant de se faire embaucher, les travailleurs auront intérêt à bien se renseigner sur les perspectives de développement de leur future boîte ! Il ne ferait pas bon travailler dans une boîte sur le déclin !

2) C'est le conseil d'administration qui serait responsable de la gestion. Il serait composé des représentants des usagers, du gouvernement et des travailleurs. En ce qui concerne la proportion, une seule contrainte devrait être respectée : que les représentants du gouvernement se soient pas majoritaires.

3) Le contrôle des travailleurs sur la gestion se ferait par :
- les comités d'entreprise
- le contrôle de l'activité de leurs élus au conseil d'administration.

COMMENT SE FAIT LA GESTION ?

C'est le conseil d'administration qui serait responsable de la gestion. Mais il ne pourrait évidemment pas prendre toutes les décisions au jour le jour.

Il désignerait donc une direction générale qui aurait la charge d'assurer la cohérence d'ensemble de la gestion de l'entreprise. C'est cette dernière qui désignerait les cadres et agents de maîtrise (après consultation du comité d'entreprise). Ce sont, bien sûr, ces cadres et agents de maîtrise qui prendraient les décisions au jour le jour.

Cette méthode de fonctionnement, nous la connaissons bien ! C'est cela qui existe aujourd'hui. Enfin, pas tout à fait. Deux différences :

- La direction générale consulterait le comité d'entreprise avant de nommer cadres et agents de maîtrise, elle le « consulterait » c'est-à-dire qu'elle lui demanderait son avis. Si, éventuellement, il n'était pas d'accord (on se demande bien pourquoi), on ne sait pas ce qui se passerait : le texte ne le précise pas. Probablement, il ne se passerait rien et les nominations interviendraient... comme aujourd'hui.
- L'autre différence, c'est le « contrôle des travailleurs ».

Comment s'effectuerait le contrôle des travailleurs sur la gestion ?

Quelle est la situation actuellement dans la plupart des entreprises nationalisées ? Les travailleurs élisent, sur listes syndicales, des comités d'entreprises. Au sein de ceux-ci sont élus, tous les deux ans, des représentants des travailleurs au conseil d'administration.

Quelles modifications nous propose-t-on ?

- étendre le rôle des comités d'entreprise
- faire élire directement par les travailleurs leurs représentants au conseil d'administration, au suffrage universel et sur listes syndicales. C'est par le canal du comité d'entreprise et de leurs élus au CA que les travailleurs exerceraient leur contrôle sur la gestion. Pour pouvoir contrôler, il faut être informé. C'est prévu.

Pour comprendre précisément comment cela se passerait, imaginons un exemple.

Nous sommes en période d'application du programme commun. Dans l'usine nationalisée où travaille Ahmed, OS, on vient d'annoncer de nouvelles élections. Les syndicats font des propositions, des programmes de gestion. Ahmed ne connaît aucun candidat, mais il est séduit par



**AUJOURD'HUI
CEUX QUI
DIRIGENT**

Sur cette photo, prise en 1969, le conseil d'administration de Rhône-Poulenc : un tout petit groupe d'hommes pour diriger une aussi vaste entreprise. A la tête de l'ensemble des entreprises que le programme commun prévoit de nationaliser figurent des groupes pas plus nombreux. Et ce sont les mêmes qu'on retrouve partout. Roger Martin, par exemple, s'il est PDG de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, administre aussi Sidélor-Mosellane, la Financière de Suez, la Lyonnaise des Eaux, etc. Ambroise Roux, PDG de la CGE, est aussi administrateur de la Compagnie des Lampes, de la Radiotechnique, de Pechiney-Ugine-Kuhlmann. Raoul de Vitry d'Avaucourt siège à la fois à la Thomson, à la CGE, à la Compagnie Financière de Paris et des Pays-Bas, à Pechiney-Ugine-Kuhlmann et autres lieux. Paul Richard, PDG de la Thomson, est en outre président de Fichtel-Bauche et administrateur d'Asthon, de Sofinex, des Etablissements Luchaire, etc.

(photos et légendes extraites de la Vie Ouvrière)

LA GESTION DES PAR « LE PEUPLE »

connaissions l'insuffisance du système des AG surtout à la suite de l'expérience des Lip. Certes, les AG sont fondamentales et irremplaçables pour s'informer, pour écouter des comptes rendus. Mais un tel cadre n'est pas satisfaisant lorsqu'il s'agit d'élaborer des positions, des contre-propositions : pour cela, des réunions plus restreintes sont nécessaires.

Les travailleurs ne disposeraient en fait d'aucun moyen de pression sur leurs élus. D'une part la représentation ne se ferait pas directement : il s'agirait de voter pour tel ou tel syndicat et la répartition des sièges se ferait ensuite à la proportionnelle entre les différents syndicats. Les

un des programmes. Il vote, d'abord pour le CA, puis pour le comité d'entreprise. Et voilà ! Il n'en n'a sûrement pas conscience, mais il vient d'accomplir là son principal acte de « contrôle sur la gestion ». Il aurait du peser davantage le pour et le contre, faire trainer les choses : une pareille occasion ne se représentera peut-être pas de sitôt (le texte de propositions ne précise pas la fréquence des élections, sans doute parce qu'il n'y aurait pas de changement : élections pour les comités d'entreprise tous les deux ans).

Dans l'intervalle entre deux élections, les élus au CA et au CF informent, consultent et rendent compte à leurs électeurs lors d'assemblées générales « régulières » sur le temps de travail.

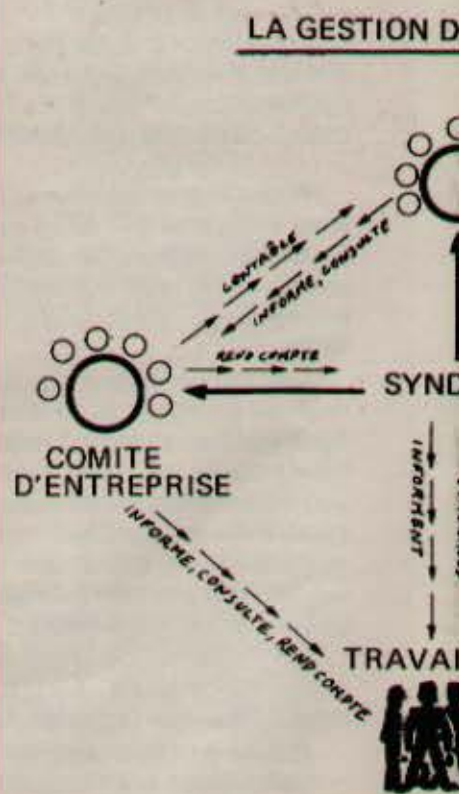
Les syndicats eux aussi organisent des réunions sur le temps de travail sur tous les problèmes de l'entreprise, notamment de sa gestion. Ils disposent pour cela « d'un temps suffisant » « en tenant compte des impératifs de la production ».

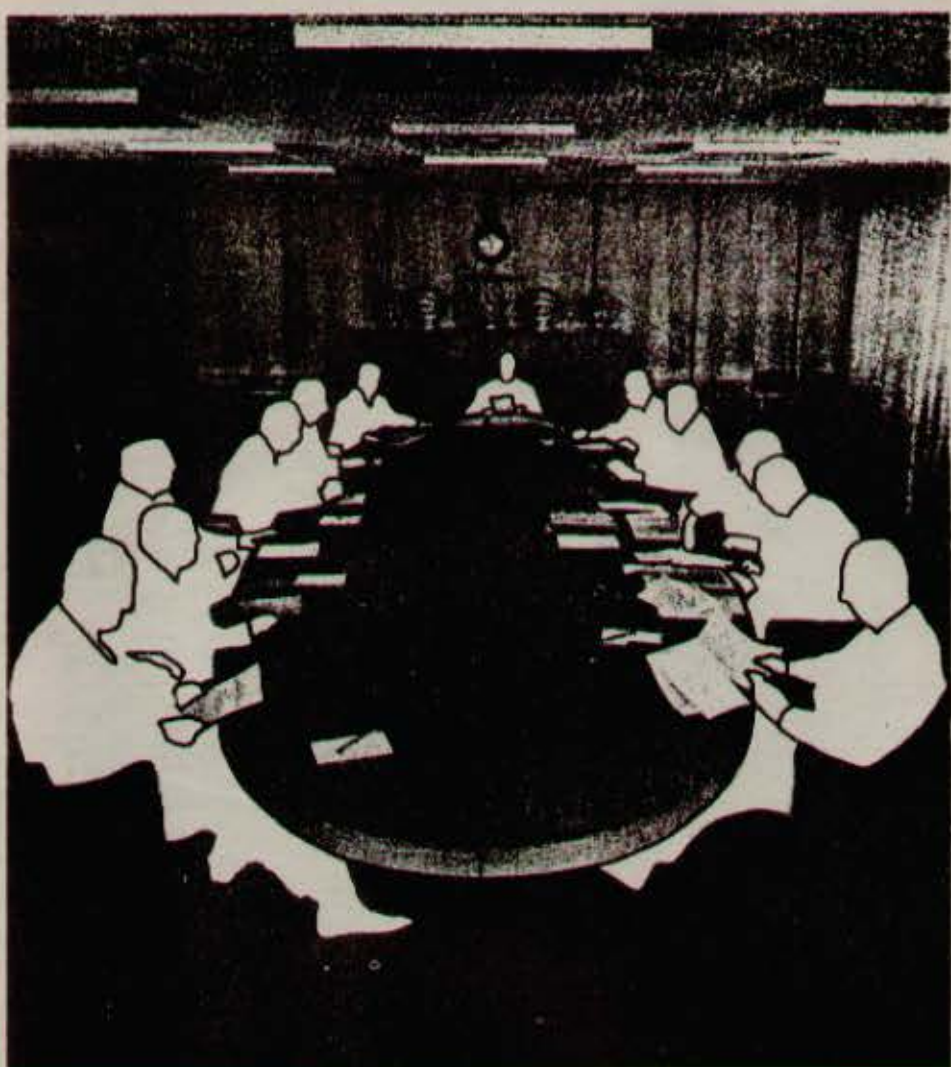
Ahmed a bien reçu des bulletins, des notes sur la gestion. Mais il aurait bien aimé en discuter avec les copains, se faire expliquer quelques points. Seulement voilà, après le boulot tout le monde est crevé (on fait encore 40 h par semaine) et se dépêche de rentrer. Alors au cours de l'AG, les plus audacieux posent leurs questions sur les points qu'ils n'ont pas compris. Quand ces points de détail sont réglés, on écoute le compte-rendu de ceux qu'on a élus... puis on retourne au boulot.

UNE CONCEPTION BUREAUCRATIQUE DE LA DEMOCRATIE

La « gestion démocratique » qui nous est proposée n'est pas du tout une gestion par les travailleurs. La démocratie s'exercerait par le contrôle des élus (au CA et au CF) sur la gestion de la direction générale. Les travailleurs, eux, auraient le droit de contrôler les contrôleurs.

Et encore, les moyens dont ils disposeraient pour exercer ce contrôle sont bien vagues et apparaissent très insuffisantes : il y aurait des « AG régulières ». Est-ce que cela signifie une heure par mois ou deux heures par mois ? Rien n'est précisé. Mais, dans l'esprit des dirigeants de la CGT, ça doit être de cet ordre. C'est déjà bien peu. En plus, nous

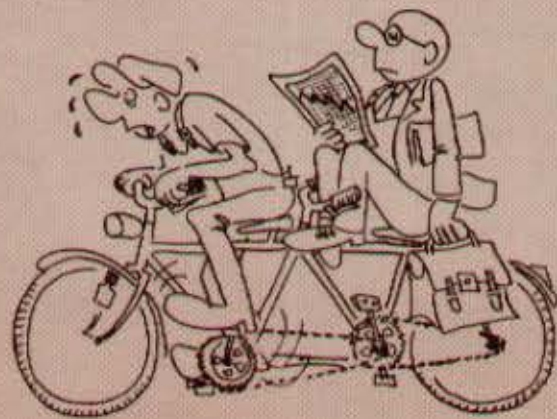




DEMAIN

CEUX QUI DIRIGERONT

Un conseil d'administration, il y en aura toujours un dans la grande entreprise nationalisée sous un gouvernement de gauche. Mais on y verra des visages nouveaux dont on peut déjà tracer les contours. Il sera composé de trois sortes de membres. D'abord les représentants élus des travailleurs : en les choisissant, les salariés de l'entreprise auront une première occasion de se prononcer vraiment sur la façon dont elle doit être gérée. Ensuite, il y aura les représentants de certaines catégories d'usagers : pas les grosses entreprises clientes comme c'est le cas actuellement, mais, par exemple, les municipalités, la Sécurité sociale, etc. Enfin il y aura les représentants désignés par le nouveau pouvoir démocratique ; mais en aucun cas ils ne pourront être majoritaires. Dans ces conditions, le PDG élu par le Conseil sera choisi pour ses capacités et son dévouement à la cause de l'intérêt national.



OU GESTION BUREAU- -CRATIQUE ?

du 7.2.73, pages « Programme Commun »).

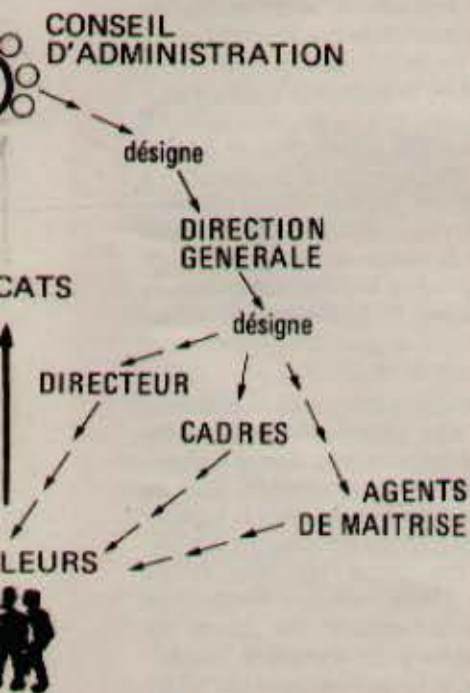
ENTREPRISES VU (bimensuel C.G.T)...

élus ne seraient pas les représentants de tel atelier ou de tel service, mais les mandataires d'un syndicat.

Si un élu au CE ou au CA n'adopte pas, une fois élu, les positions que les travailleurs espéraient, ils n'ont qu'une possibilité : ne pas le réélire la fois suivante. Mais la fois suivante, ça peut attendre longtemps. Et pendant tout ce temps, les travailleurs ont les mains liées par leur vote.

En fait il s'agit d'une caricature de gestion démocratique, d'une caricature de contrôle. Pour ne donner que deux exemples :

MOCRATIQUE



— Les travailleurs n'auront aucun moyen d'action sur les cadences de travail, certes « le comité d'entreprise sera doté de pouvoirs réels concernant (...) la détermination des cadences », mais l'application des décisions de la direction n'est pas suspendue à son accord !.

— Les structures hiérarchiques dans l'entreprise seront maintenues comme aujourd'hui : pas question pour les travailleurs d'avoir le moindre droit de regard sur la nomination des contre-maîtres !

Toutes les propositions sur la « gestion démocratique » reposent sur une conception de la démocratie que nous rejetons. Pour les dirigeants de la CGT, le sommet de la démocratie ça consiste à élire quelqu'un puis à lui faire confiance... en attendant les élections suivantes.

La façon dont ces propositions ont été faites est une démonstration éclatante de cette conception. Le texte du « Peuple » sur la « gestion démocratique » est sous-titré « Réflexions et propositions de la CGT ». En fait, il s'agit d'un texte élaboré par le Bureau de la confédération, soumis à discussion au sein de ce seul Bureau. A aucun moment, les syndiqués n'ont été consultés et pourtant le texte n'est pas sous-titré « Réflexions et propositions du Bureau confédéral de la CGT ». Pour les dirigeants de la CGT, puisque le bureau a été élu, maintenant la CGT, c'est lui. Pour eux, la démocratie ça consiste à voter une fois tous les deux ou trois ans et puis à faire confiance.

Et si l'élu n'applique pas son programme et s'il change son comportement eh ! bien, il en subira les conséquences... lors des élections suivantes.

Pour nous, une telle conception n'a rien de démocratique c'est une conception bureaucratique. Son résultat c'est qu'en effet les travailleurs n'exercent aucun pouvoir directement mais seulement par le canal de délégués ou d'élus. Seuls ces derniers disposent de l'information, du temps nécessaire pour la traiter, pour se former : ils deviennent indispensables, irremplaçables. Au début, ces élus défendent les intérêts des travailleurs en sachant qu'ils défendent ainsi leurs intérêts propres. Puis peu à peu ils sont convaincus qu'en défendant leurs intérêts propres, ils protègent les intérêts des travailleurs.

UN GRAVE DANGER : LES SYNDICATS A LA FOIS JUGES ET PARTIES

Les syndicats cesseraient d'être seulement les défenseurs des intérêts des travailleurs. Ils seraient associés à la gestion en tant que tels. On peut même imaginer que dans certaines entreprises, ils soient majoritaires au sein du CA. En effet, ils ont droit à une représentation (par le canal des membres du CA élus au suffrage universel dans l'entreprise sur des listes syndicales), mais de plus, ils peuvent très bien y siéger en tant que représentants des usagers.

Même s'ils restent minoritaires, en tant que syndicats, ils seraient solidairement responsables des décisions du CA. Comment concilier cette responsabilité avec la défense des intérêts des travailleurs ?

Et les travailleurs non-syndiqués ? (2) Ceux qui ne sont pas d'accord avec les syndicats représentatifs dans l'entreprise ? Rien n'est dit sur la façon dont ils pourraient « contrôler la gestion » !

LA « GESTION DEMOCRATIQUE » N'OUVRE LA VOIE QU'À UN SOCIALISME BUREAUCRATIQUE

En pensant attaquer nos positions, les rédacteurs des « propositions de la CGT » écrivent : « la gestion démocratique est foncièrement incompatible avec une démocratie directe... »

Eh, bien oui, camarades ! Votre caricature de démocratie, votre soi-disant « gestion démocratique » est totalement incompatible avec nos propositions telles qu'elles sont développées dans l'article ci-dessous.

La mise en œuvre de vos propositions ouvrirait la voie à cette forme dégénérée de socialisme, à ce socialisme bureaucratique où le contrôle des travailleurs ne s'exerce même plus sur leurs élus ou sinon par des élections totalement pré-fabriquées.

Non, décidément, camarades du PCF, camarades dirigeants de la CGT, le socialisme vers lequel vous vous dirigez n'a rien à voir avec le socialisme que nous voulons.

(1) Publié dans le No 927 du « Peuple » (16 au 31 octobre 73)

(2) Rappelons qu'en France, actuellement, il y a moins de 25 % de syndiqués.

UNE ARME DE GRATTE PAPIER

Pour justifier la permanence et le renforcement d'un appareil d'Etat considérable, alors que la classe bourgeoise a disparue, les dirigeants des PC des pays de l'Est ont inventé un monstre théorique « l'Etat du peuple entier ». Et comme tout cet appareil, c'est le peuple lui-même, il faut retirer aux travailleurs le droit de grève : comment, en effet, pourraient-ils faire grève contre eux-mêmes !

Et pourtant, ils l'ont fait ! Toutes les démocraties populaires ont connu et connaissent des grèves nécessairement « sauvages » puisque l'appareil syndical y est partie prenante de la dictature bureaucratique. En 70, avant que n'éclatent les grèves de décembre en Pologne, il avait approuvé l'augmentation des prix et le nouveau système de stimulants économiques pour accroître le rendement, qui provoquèrent le soulèvement ouvrier. (« Tribuna Ludu » 19 mars 1970, approbation du secrétaire du Conseil central).

« Aujourd'hui, les syndicats prennent avec le gouvernement et appliquent avec les directeurs, les décisions de licenciements de personnel » (Kuron et Modzelewski, « Lettre ouverte au POUP »).

En novembre 1972, une vague de grèves a déferlé à nouveau à travers la Pologne. A Gdansk et Szczecin, les revendications concernaient notamment le fonctionnement des syndicats : indépendance des syndicats par rapport au Parti ; élections libres des délégués et des dirigeants syndicaux ; compétences exactes des syndicats.

Un délégué de l'usine Zeran déclare en novembre 1972 :

« Nos autorités syndicales constituent à 70 % une véritable armée de gratte-papiers et de délégués titulaires pour les voyages à l'étranger, qui vont en Bulgarie chercher des pelisses, en Tchécoslovaquie des chaussures, en URSS des moteurs... »

L'exaspération des travailleurs fut telle — lors des manifestations durement réprimées qui éclatèrent — que quelques dirigeants syndicaux furent pendus par des foules ouvrières. Les articles panagésiques qui se succédèrent dans le *Vie Ouvrière* sur le syndicalisme dans les pays de l'Est n'en souffrirent mot...



fotoib

Une reunion du CA de LIP.

PAS DE SOCIALISME SANS LES TRAVAILLEURS

« JAMAIS ILS NE VOUDRONT, JAMAIS ILS NE VOUDRONT... »

« LES TRAVAILLEURS NE SONT PAS ASSEZ EDUQUES POUR DIRIGER L'ECONOMIE... »

AUTANT DE PRETEXTES, AUTANT D'ALIBIS POUR LES « SPECIALISTES » DE TOUS POILS.

De même que les révolutionnaires ne croient pas à la possibilité d'un Etat « démocratique » mi-ouvrier, mi-bourgeois, ils ne croient pas à une étape économique stable entre une économie régie par la bataille aveugle des intérêts privés et une économie globalement régie par un plan démocratique, l'économie de la période de transition au socialisme.

COMITE D'USINE, ORGANE CENTRAL D'UNE VERITABLE « GESTION DEMOCRATIQUE »

La révolution, l'expropriation politique de la classe bourgeoise doit s'accompagner en effet aussitôt de son expropriation économique. Comment gérer dès lors l'appareil économique, aux mains du nouvel Etat ouvrier ? L'expérience historique, les succès et les échecs du prolétariat dans la construction du socialisme permettent de dégager des grands traits de la réponse.

Quelles que soient les formes nuancées qu'il puisse prendre, le processus cohérent est d'associer au niveau de l'entreprise dans une cogestion commune des représentants de l'Etat ouvrier et des cadres techniques au comité d'usine composé de travailleurs élus (et révocables à tout moment) par leurs camarades.

Les représentants de l'Etat ouvrier, expriment le point de vue des intérêts collectifs de la classe ouvrière, c'est-à-dire au niveau économique, des objectifs du plan central de production.

Le comité d'usine contrôle — et au besoin modifie en cours de route — l'exécution du plan économique. Il est à la fois l'organisateur de la production et le défenseur des travailleurs qui l'ont élu, en ce qui concerne les normes de travail et de salaire dans l'entreprise, la répartition de la main-d'œuvre, l'organisation du travail. Il est également la grande école de gestion dans laquelle un nombre croissant de travailleurs s'initie à tour de rôle, à l'exercice de fonctions d'administration dans les entreprises.

L'INDEPENDANCE DES SYNDICATS

Les syndicats restent, eux, parfaitement autonomes par rapport au pouvoir d'Etat. Si les comités d'usines doivent avant tout représenter le point de vue de

la production, les syndicats doivent surtout défendre les intérêts des travailleurs en tant que consommateurs et citoyens. Ils doivent discuter des normes générales du travail et des salaires et de leur application aux branches d'industrie et aux usines, ils doivent veiller à la sécurité sociale des travailleurs sous toutes ses formes. Ils doivent s'efforcer de réduire la durée du temps de travail, d'augmenter les possibilités de congés payés et de participation des travailleurs à la vie culturelle sous tous ses aspects. La garantie du droit de grève est évidemment la seule garantie du caractère effectif et non formel de l'existence de ces organes de défense des travailleurs, défense qui peut s'avérer nécessaire y compris contre certains objectifs du plan qui, soit seraient irréalistes, soit empièteraient de fait sur les libertés conquises à l'usine.

LES MOYENS DE VIVRE ET D'AGIR

Tout ce schéma organisationnel restera toutefois une coquille vide sans la participation effective à la gestion économique d'un nombre croissant de travailleurs. Pour cela, une mesure décisive est la réduction considérable du temps de travail. A cette seule condition, les travailleurs auront le temps et la nécessaire disponibilité d'esprit pour dans un premier temps s'initier aux tâches de gestion de l'entreprise. En effet, les travailleurs ne maîtriseront pas d'emblée ces tâches. Jusque là, les aspects généraux du fonctionnement leur étaient soigneusement cachés : tout un apprentissage est à faire. Cela signifie qu'ils ne pourront se passer d'emblée d'une série de cadres administratifs dont ils contrôleront les activités par le biais du comité d'usine. Celui-ci aura donc la haute main sur ce qui concerne la nomination — et la révocation éventuelle — de certains cadres, formés dans l'ancienne structure économique et qui n'abandonneront pas du jour au lendemain leur comportement anti-ouvrier.

Enfin, outre la réduction du temps de travail, tout doit être mis en œuvre pour que change la nature même du travail : récession de la hiérarchie sociale et de la place des ITC (ingénieurs, techniciens, cadres), suppression dans les délais les plus rapides possible des tâches parcellarisées

ou ne requérant aucune qualification, spécialisation et qualification professionnelle des travailleurs, recyclages, etc.

AUTOGESTION ET PLANIFICATION

Cet ensemble de mesures permettra d'aboutir à moyen terme à une véritable autogestion des entreprises — c'est-à-dire, à la prise en charge par tous les travailleurs (et pas des spécialistes) de toutes les tâches de la gestion. Cette autogestion au niveau de l'entreprise ne trouvera son plein épanouissement qu'insérée dans le cadre d'un plan central démocratiquement élaboré : le rôle du plan n'est que de refléter les aspirations collectives des travailleurs, les intérêts des travailleurs en tant que classe — et pas seulement en tant qu'individus ou groupes d'individus d'une même entreprise. S'il est démocratiquement élaboré, ses objectifs essentiels — qui peuvent être expliqués politiquement de façon claire, seront assumés par l'ensemble des travailleurs.

Par exemple, ce n'est pas au niveau d'une entreprise que peut être apprécié quel effort est nécessaire pour industrialiser telle région lointaine ou pour aider de façon conséquente tel pays frère ou le mouvement révolutionnaire dans le monde encore capitaliste. Or, de telles décisions jouent à tous les niveaux de la vie de l'entreprise : dans la nature, le volume de sa production, le niveau des salaires, etc. Autrement dit, les choix au niveau de l'entreprise sont étroitement conditionnés par les choix faits au niveau de la classe dans son ensemble. Seule l'adhésion politique des travailleurs de l'entreprise à ces choix nationaux permettra d'en assumer les implications locales.

Démocratie politique et économique au sein du prolétariat sont ainsi étroitement imbriqués et sont une condition « sine qua non » de la construction du socialisme.

C'EST DANS LES LUTTES D'AUJOURD'HUI QUE SE PREPARE LE SOCIALISME DE DEMAIN !

Loin de nous donc l'idée d'une bureaucratie « éclairée » construisant un prétendu socialisme dans le dos de la classe ouvrière, celle-ci n'ayant d'autres choix que de lui « faire confiance ». Pas de révolution prolétarienne pleinement ache-

vée, pas de socialisme sans la participation active et consciente de tous les travailleurs !

Des tas de gens plus ou moins bien intentionnés affirment ces propos utopistes « les travailleurs sont comme ça » « les travailleurs sont comme ça » « jamais ils ne pourront » « jamais ils ne voudront ».

Pourtant, toute lutte ouvrière, aussi limitée soit son objectif, ne montre-t-elle pas l'embryon de la volonté de prendre en main ses propres affaires ?

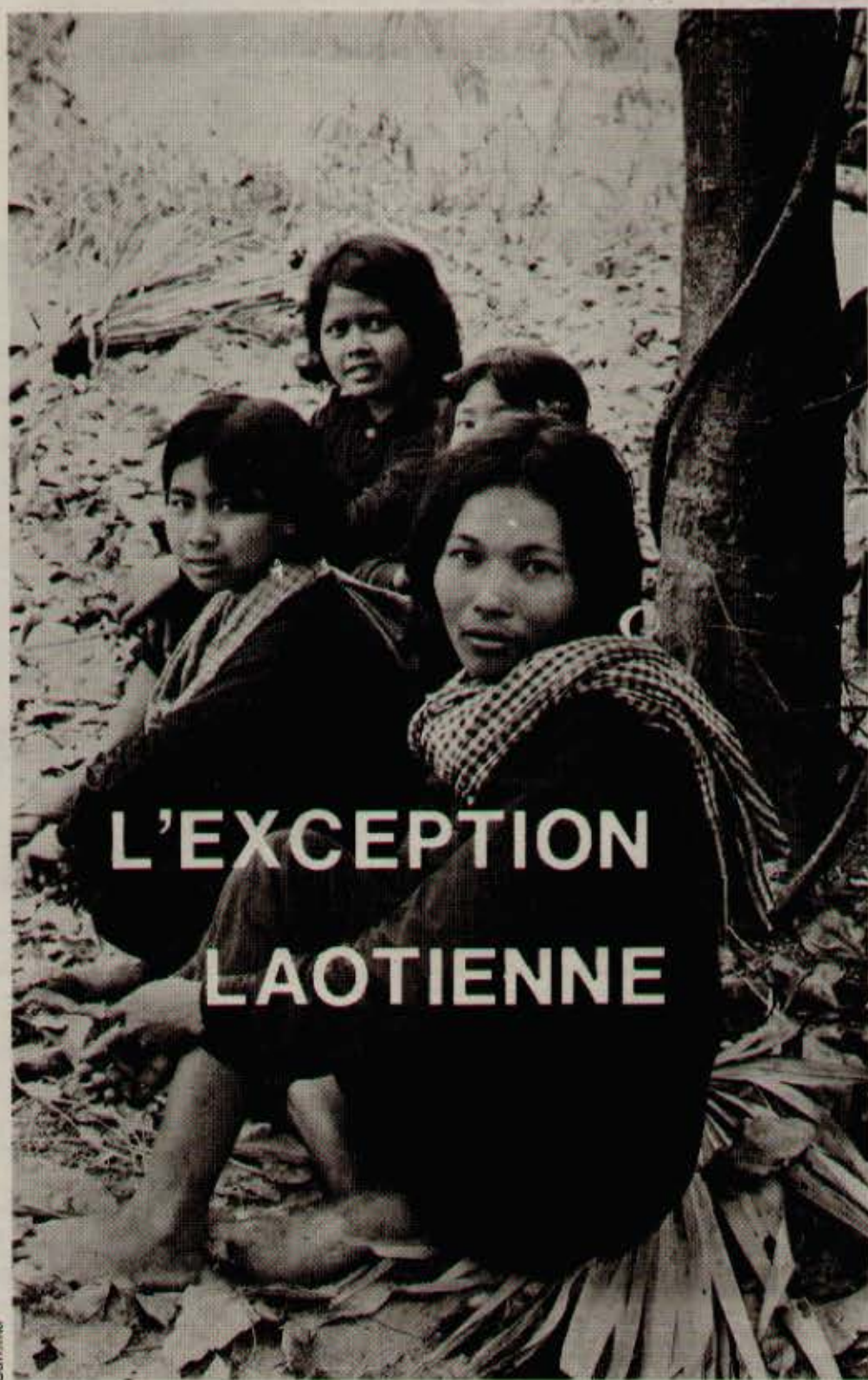
Cette volonté ne s'est-elle pas manifestée avec éclat dans la dernière période au travers d'une série de luttes où sont apparus des organes de démocratie ouvrière — les comités de grève — pour diriger la lutte ?

Aujourd'hui, le capital va tenter de faire payer aux travailleurs les frais de sa propre faillite économique. Dans ce contexte, cette volonté de prendre en main ses propres affaires pourra connaître de nouveaux développements, dans la lignée de ce qu'ont fait les Lip.

Les révolutionnaires mettront notamment en avant l'exigence du contrôle ouvrier. En s'organisant à la base en comité de contrôle, les travailleurs pourront établir le rapport de force nécessaire pour imposer leur veto sur le rythme des chaînes, les conditions de travail, les licenciements, leur veto sur tous les aspects de la gestion patronale par lesquels le capital tentera de rétablir ses profits.

Un tel contrôle ouvrier n'a rien à voir avec la cogestion que nous propose la direction de la CGT : tant que le capitalisme regne, tant que l'Etat bourgeois n'a pas été démantelé, les travailleurs ne prennent aucune responsabilité dans la gestion ! Ils se donnent seulement les moyens de s'opposer à la dictature patronale dans l'entreprise. Et ce faisant, ils préparent leurs futurs organes de pouvoir ouvrier dans l'entreprise.

La généralisation d'organes de contrôle ouvrier dans une période de tensions sociales aiguës marquera sans doute la phase finale de l'économie capitaliste. Elle ne pourra survivre longtemps entre la logique du profit et la logique des besoins des travailleurs qu'expriment les comités de contrôle. La classe ouvrière devra alors être capable d'annihiler les forces de l'Etat bourgeois pour s'engager résolument dans la voie de l'autogestion planifiée.



L'EXCEPTION LAOTIENNE

Gamma

Au Cambodge, l'offensive de saison sèche du FUNK se poursuit avec vigueur dans la région de Phnom-Penh. Sur les Hauts-Plateaux sud-vietnamiens de violents combats se déroulent. En Indonésie, le voyage du premier ministre japonais Tanaka a provoqué l'éclatement de véritables émeutes étudiantes. « Rouge » reviendra dans ses prochains numéros sur cette actualité du Sud-est asiatique. Cette semaine, la publication d'articles dans « Le Monde » (16 janvier) et la « Far eastern economic review » permettent de faire le point sur la mise en application des accords sur le Laos.

Le 21 février 1973, des accords sur le Laos étaient signés. Ils allaient rester, pour l'essentiel, lettre morte pendant 7 mois. Néanmoins, après de multiples rebondissements et une tentative avortée de coup d'Etat de l'extrême-droite, des protocoles d'application étaient paraphés le 14 septembre. Ils avalaient largement les propositions antérieures formulées par le « Front patriotique Lao » et allaient, sur quelques points capitaux, bien au-delà des accords sur le Vietnam en prévoyant la neutralisation militaire de Vientiane et de Louang-Prabang (capitale royale), en affirmant de la façon la plus explicite le droit de retour des réfugiés dans leurs campagnes etc. (Voir « Rouge » Nos 189, 216, 218).

Depuis, le processus semble s'être débloqué. La commission mixte d'application des accords est constituée. Près de 1700 cadres et soldats du FPL sont arrivés à Vientiane, près de 1000 autres à Louang-Prabang, les troupes fantoches en surnombre devront être retirées à 15 km de ces deux villes et un accord sur l'organisation de patrouilles de police mixte est passé. Le 11 décembre, Vientiane réaffirme le droit de retour des réfugiés et, dernièrement, Washington annonce qu'au 1er juillet tous les « mercenaires » thaïlandais auront quitté le pays.

PRUDENCE ET FRATERNISATION

Le Néo-Lao-Haksat (Front patriotique Lao) reste néanmoins prudent. De nom-

breux appels à la vigilance ont été lancés à la population. Surtout, avant de s'engager plus avant, il assure ses positions nouvelles. Malgré les appels pressant du premier Ministre de Vientiane, Souvanna Phouma, le FPL n'a toujours pas envoyé le nom de ses membres destinés à participer au futur gouvernement de coalition bi-partite et ses principaux cadres restent en zones libérées. Par contre, les soldats arrivent avant le gros des officiels et une polémique virulente oppose les forces révolutionnaires à l'extrême-droite : le FPL a droit à 1000 « policiers » et un bataillon militaire. Pour la droite un bataillon comporte 500 hommes et pour le FPL, 1000...

Le Néo-Lao-Haksat ne consolide pas seulement sa position militaire. Il engage aussi un ample processus de fraternisation avec les soldats de l'armée fantoche dans tout le pays comme avec la population urbaine. Chaque sortie est l'occasion pour les combattants du FPL, d'engager de longues discussions. Et ils illustrent d'emblée leur déclaration par des actes : les soldats aident la population à rentrer le riz ou à bâtir des maisons, un service d'information fournit aux réfugiés des nouvelles de leur famille en zone libérée. Un hôpital - aux soins gratuits - a même été ouvert aux environs de Louang-Prabang.

Après les précédents accords de Genève, le Pathet Lao avait emporté haut la main, les élections y compris à Vientiane (en 1962). L'accueil de la population semble aujourd'hui tout aussi favorable. Et un mouvement de retour vers les zones libérées s'engage parmi les réfugiés qui sont environ 500.000.

COMMUNIQUE DU FRONT SOLIDARITE INDOCHINE

Le F.S.I. organise le 29 janvier à 20 h 30 au 44 rue de Rennes, une réunion de mobilisation militante, après les déclarations agressives et provocatrices de Thieu ; cette réunion se tiendra avec la participation d'un orateur du GRP, un orateur du GRUNK, et de Wilfred Burchett, qui fera le point sur la situation en Thaïlande.

Le F.S.I. appelle d'autre part tous les militants anti-impérialistes à manifester le 30 janvier devant l'ambassade de Saïgon, pour exiger l'application des accords de Paris par les USA, et leur fantoche Thieu, ainsi que par le gouvernement français, qui doit reconnaître immédiatement le GRP.

le 18.1.1974

FSI, c/o Laurent Schwartz
B.P. 43,75222 Paris
Cedex 05.

Nota : nous venons d'apprendre dans l'« Humanité » que la manifestation ne passera pas devant l'ambassade de Saïgon, elle se déroulera de la place Clichy au Bd Maïshesbes !!!

Mouvement qui reste progressif, vu la lenteur d'application des accords et la nécessité de préparer la zone libérée à accueillir un demi-million de personnes, mais mouvement qui semble difficilement réversible.

LA DROITE ET WASHINGTON

Militairement, sur l'ensemble du territoire, le FPL est en position de force. Politiquement, il a l'initiative. La droite est éclatée. Alors que son chef de file, Souvanna Phouma, était engagé dans le processus de signature des protocoles, l'extrême-droite tenta un coup d'Etat militaire. Elle fut abandonnée par Washington et échoua lamentablement. Fondée sur de grandes familles oligarchiques (tels les Sannanikone), elle manque de tout appui sérieux dans le pays. La chute du régime militaire thaïlandais la prive de son soutien le plus direct. Elle est paralysée et incapable de réagir efficacement à l'heure où l'impérialisme américain semble réorienter sa politique laotienne.

Souvanna Phouma, ne s'est certainement pas engagé dans sa politique actuelle sans accord de son protecteur. Et ce malgré les risques encourus : l'aide économique des USA continuera à alimenter la droite, mais, en l'absence d'un régime fantoche développé, cela paraît bien insuffisant. Washington - au lendemain des accords de janvier - se serait donc décidé à consolider en priorité sa « ligne de défense » du Mékong et à concentrer ses efforts sur le Cambodge et le Sud-Viet-

nam. Quitte à faire du Laos un test quant aux objectifs de la résistance indochinoise et à y revenir en force si la situation le nécessitait... et le permettait.

Repli relatif américain ne signifie pas arrêt de l'intervention. Symboliquement, si l'une des compagnies aériennes de la CIA, Air America, arrête ses services, l'autre, Continental Air Service, les poursuit. Le dollar tente toujours d'acheter l'homme et les forces spéciales du général Van Pao ne sont toujours pas dissoutes comme l'exigent les accords.

C'est pour se prémunir aussi bien contre les réactions des fantoches laotiens que contre les retournements toujours possibles de la politique de l'impérialisme US que le FPL agit progressivement et maintient ses forces en alerte. Les leçons du sabordage sanglant des deux précédents accords de Genève ne sont pas oubliées. Et si l'évolution de la situation laotienne suit un cours assez exceptionnel (des accords qui connaissent un début d'application !), elle reste fondamentalement liée au sort de la révolution indochinoise toute entière. Les combattants vietnamiens, cambodgiens et laotiens en sont conscients et le voyage de Le Duan, premier secrétaire du Parti des travailleurs du Vietnam, du 2 au 6 novembre à Sam Neua « capitale » des zones libérées du Laos, a été l'occasion de le réaffirmer. Et la politique du FPL répond aussi bien au besoin de consolider ses positions propres que d'articuler et coordonner les rythmes de sa lutte à celles des autres peuples indochinois.

Pierre Rousset

POLITIQUE HEBDO

Avec les moyens qui sont les siens, sur un terrain propre, « POLITIQUE HEBDO » participe à la lutte pour la transformation de la société capitaliste. POLITIQUE HEBDO n'est pas une fin en soi, MAIS UN INSTRUMENT DE COMBAT.

TOUS LES JEUDIS DANS LES KIOSQUES. 3,50 F.

Abonnement un an: 120 F 6 mois: 70 F

POLITIQUE HEBDO 14-16 rue des Petits Hotes
Paris 10^{eme} 246 72 52

CCP La Source. 32. 760. 99

AUX COTES DE L'ESPAGNE EN LUTTE

Condamné à mort le 9 janvier, Salvador Puig Antich attend dans sa cellule que se prononce la Haute Cour de Justice Militaire. On a craint d'abord une exécution rapide de la sentence. Mais la dictature semble hésiter. Les avocats ont présenté un recours, en dénonçant les grossières irrégularités du procès.

Et les mouvements de protestation se multiplient à l'échelle internationale. Des manifestations de rue ont lieu en Suisse notamment.

A Paris, la manifestation convoquée finalement par l'ORA seule et les organisations espagnoles, vendredi dernier, a regroupé plus de mille participants. Rouge, Révolution et le PSU ont retiré leur signature en demandant un report de la manifestation: la mobilisation était restée trop faible jusque là pour que cette manifestation ne soit pas une simple redite, finalement plutôt démobilisatrice, de celle qui avait immédiatement répondu à la condamnation à mort.

En province, de nombreuses actions ont été menées, à l'initiative des militants de Rouge. En solidarité avec Puig Antich et les réfugiés politiques basques, le combat continue.

BAYONNE

A Bayonne, alors que la répression se durcit, la campagne de solidarité avec Salvador Puig Antich et les réfugiés basques se développe.

Après la manifestation du vendredi 11 qui répondait à la condamnation à mort de Puig, les initiatives se sont succédées: manifestation pacifique des femmes des réfugiés le mercredi 16, sauvagement matraquée par les flics de Marcellin; rassemblement devant le Palais de Justice, jeudi 17, pour le procès de Akizu, Blazko et Zumalde qui ont été relaxés, alors que Iturbe et Pagoaga étaient condamnés à un mois de prison avec sursis pour infraction à une assignation à résidence il y a plus d'un an...

Le samedi 19, à l'initiative du « comité de soutien » qui regroupe les réfugiés et les courants nationalistes s'est tenu un meeting de 300 personnes à Saint Jean de Luz.

Le « Groupe de soutien aux réfugiés politiques » soutenu par Rouge et Révolution!, qui se démarque sur une critique de gauche des positions du « comité », développe le soutien de son côté et réclame les mêmes droits pour les réfugiés politiques et le droit de mener la lutte contre la dictature qui les a chassés.

La répression se renforce. Lundi 21, les flics ont investi la cathédrale de Bayonne et expulsé brutalement les 24 grévistes de la faim. Mais Marcellin n'a pas pour autant gagné la partie....

BORDEAUX

Samédi 19 janvier, plus de 400 manifestants sont descendus dans la rue pour dénoncer la condamnation à mort de Salvador Puig et la répression contre les réfugiés politiques basques. Après un « sit-in » devant le consulat d'Espagne, la manifestation s'est dirigée vers la Banque Populaire puis s'est dispersée devant le siège d'IBERIA. La police a chargé alors et a procédé à des interpellations.

MARSEILLE

Des militants antifascistes ont saccagé l'office espagnol du tourisme, vendredi 18, pour protester contre la condamnation à mort de Salvador Puig et la collaboration Franco-Pompidou. Sur les murs, peint en grosses lettres: « Franco, assassin ». A noter que les camarades de Révolution! se sont désolidarisés immédiatement avec cette action.



toitlib

TOULOUSE

Un comité de soutien aux emprisonnés du MIL s'est constitué à l'initiative des groupes d'extrême-gauche et du PSU.

Une campagne s'est développée, et dès que la condamnation à mort de Puig est connue, diverses actions sont menées.

Jeudi 10, occupation du « Centre culturel espagnol », officine franquiste; enfonçant une porte, la police fait évacuer. Attaque contre une banque espagnole liée à l'Opus Dei. Vendredi, une première manifestation de riposte regroupant 900 personnes est bloquée par les flics devant le consulat d'Espagne.

Dès le début de la campagne, le comité de soutien a fait publiquement des propositions d'unité d'action aux partis de gauche et aux syndicats (regroupés dans le « Comité Espagne ») pour organiser une manifestation de rue unitaire. Malgré les demandes multiples du comité de soutien, malgré la pression des organisations espagnoles qui font partie du « Comité Espagne », le PCF bloque toute initiative. Hormis un meeting qui regroupe, le mercredi 9, 200 personnes

(à l'appel de plus de 30 organisations!) et qui se polarise complètement autour des propositions d'unité d'action qu'y font publiquement les militants du comité de soutien.

Le temps presse pour sauver Puig. Devant ce blocage, le comité de soutien décide de prendre ses responsabilités: une manifestation de masse est décidée pour le Mardi 15. Il est entendu que si les flics de Marcellin empêchent d'aller au consulat d'Espagne, nous ne reculerons pas. Lutte Ouvrière dit que l'initiative est juste mais qu'ils ne veulent pas assumer des affrontements! Le PSU fait des réserves mais signe l'appel en affirmant clairement qu'il ne retirera pas sa signature au dernier moment. Lundi soir, le PSU fait savoir publiquement (communiqué de presse) qu'il retire sa signature de l'appel! la veille de la manif!

Appelée en deux jours, la manifestation regroupe plus de 2000 personnes déterminées à manifester jusqu'au consulat. La manifestation est organisée en conséquence. La rue du Consulat d'Espagne est barrée de gardes mobiles et protégée à chaque extrémité par des chevaux de frise! De violents affrontements

ont lieu. Les flics lancent des grenades lacrymogènes à tir tendu et des grenades soufflantes. Les manifestants répondent par des cocktails molotov et des charges.

La manifestation se reforme et part vers Iberia, compagnie aérienne espagnole. Là, à nouveau, des affrontements ont lieu avec des CRS. La manifestation se disperse sans incidents un peu plus loin. C'est la première fois à Toulouse qu'une manifestation ne recule pas devant les flics. La détermination des manifestants n'est pas apparue, dans une ville qui a de fortes traditions anti-franquistes, comme de la gesticulation gauchiste. Témoins les articles dans la presse locale, les réactions de militants ouvriers dans de nombreuses entreprises, et le PCF qui n'a pu dénoncer violemment l'action.

Dès mardi soir, une première réunion unitaire avait lieu pour proposer à nouveau l'organisation d'une riposte de masse aux partis de gauche et aux syndicats et jusqu'à ce jour deux autres réunions unitaires ont eu lieu pour essayer de forcer la gauche à la riposte.

Le combat continue!

Correspondant.

FILMS

COMITES CHILI-
DIFFUSION DES FILMS

Où trouver les films et à qui s'adresser pour les louer:

SLON 74 rue Albert. Paris 13ème. tél. 589-94-63.

- Allende (extraits du film « Allende, compañero presidente », entretien de Regis Debray avec Allende. 15 minutes, NB, 16 mm, location 80 F.

- La première année de Guzman. Long métrage, 1h 30, 16 mm NB. (la première année de l'unité populaire). Location 250 F.

- La Ripuesta de Octubre de Guzman (appelé aussi « Les Cordons de Santiago »), à sortir prochainement.

- La Bataille des dix millions (la bataille pour la production à Cuba, avec « l'autocritique » de Fidel Castro), 58 mn, 16 mm NB, location 200 F.

CREPAC 12 rue Clavel. Paris 19ème. tél. 607-80-81.

- Septembre chilien (reportage sur le coup d'Etat en septembre), 40 mn, 16 mm, couleur, location 200 F.

MK 2 productionn 55 rue Traversière. Paris 12ème. tél. 307-92-74.

- Quand le peuple se réveille (film réalisé au Chili sur les mobilisations populaires de juillet 73). 60 mn, 16 mm couleur, Version espagnole sous titres français.

- Il ne suffit plus de prier de Aldo Francia. (film chilien sous-titré: la prise de conscience d'un prêtre chilien et son

engagement). 90 mn, 16 mm, couleur.

ROUGE 10 Impasse guéménée. Paris 4ème. Demande par écrit seulement.
- Les semences de l'aurore du groupe Taller de Montevideo. (Les conditions de la lutte révolutionnaire en Amérique Latine). 1h 10, 16 mm NB.

- L'enlèvement de Silverster film de l'ERP argentin, 20 mn, version espagnole, 16 mm NB.

UNICITE 50 rue Edouard Vaillant. Bagnole 93. tél. 858-82-00.

- Dialogue avec l'Amérique (long métrage tourné lors de la visite de Castro au Chili), 16 mm.

PLAN-FILM 30 avenue de Messine. Paris 8ème. tél. 292-23-39.

- Vote plus fusil de Helvio Soto. Long métrage. 35 mn. 16 mm.

REGANE-FILM 5 rue durantin. Paris 18ème. tél. 252.17.70.

- Etat de siège de Costa Gavras.

ATTENTION Dans votre propre intérêt et surtout pour les camarades de province, prévoyez longtemps à l'avance votre programme. Un délai de 3 semaines à un mois est nécessaire pour que vous puissiez être sûr d'obtenir les films.

Renvoyer sans délais vos films après projection. Souvent les retards dans les renvois, entraînent l'annulation de projections avec tout ce que cela implique.

solidarité



MEETING

LYCEENS, COLLEGIENS, ETUDIANTS,

4 h pour le CHILI
LA JEUNESSE AVEC LA RESISTANCE CHILIENNE

6 février, 14h 30 - 19h 30
Grande salle de la Mutualité

Films: Septembre chilien; Etat de siège (Costa Gavras); Les semences de l'aurore;

Chanteurs; exposition; forums-débat.
A L'APPEL DU COMITE DE SOUTIEN A LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE CHILIEN.



tants étaient embarqués et risquent d'être inculpés au titre de la loi anticasseur pour violation de domicile.

Correspondant.

ORLÈANS

Nous avons d'abord occupé le consulat d'Espagne où nous avons tenu une conférence de presse avec des militants de l'ORA pour annoncer la manifestation de Samedi.

A l'appel de Rouge, Lutte Ouvrière, ORA, AJS, AGEO, UNEF et FEANF, 150 militants ont manifesté Samedi 19 contre la condamnation à mort de Puig Antich et la répression en Espagne.

Bien qu'elles se soient jointes à l'appel, l'AJS, l'UNEF et la FEANF étaient totalement absentes de la manifestation. Quant au PSU, il n'est même pas venu à la réunion unitaire préparatoire. Malgré cela, l'initiative convoquée en quelques jours a été un succès.

Correspondant.

PAU

Vendredi 18, à l'appel du « Comité de Soutien aux réfugiés politiques » et de Rouge, 130 manifestants ont parcouru les rues de la ville contre l'assignation à résidence des réfugiés politiques et la condamnation à mort de Salvador Puig.

Les CRS ont brutalement chargé les manifestants à la hauteur des Nouvelles Galeries sous les cris de « Franco fasciste, Pompidou complice ». Un manifestant assis à terre a été longuement frappé par les flics. Il souffre d'une fracture du cubitus et a dû subir trois points de suture au cuir chevelu.

La violence de Marcellin n'empêchera pas la mobilisation de s'étendre.

Correspondant.

EVREUX

A la lecture de l'éditorial du dernier Rouge, nous avons décidé de nous mobiliser immédiatement : une affiche est sortie, en commun avec le PSU et pendant deux semaines nous avons utilisé toutes les tribunes : débat public de 400 lycéens au lycée d'Etat, meetings Rocard et comité Chili...

Nous avons regroupé 80 manifestants, samedi 19, et parcouru la ville en faisant des prises de parole en français et en espagnol. Les flics ont cru bon d'intervenir à la fin. On a dispersé après une « Internationale » vigoureuse.

Correspondant.

GRENOBLE

Une banderole a été déployée du haut du clocher d'une église, samedi 19, par trois militants : « Solidarité avec Puig Antich ! ».

ANGOLA MOZAMBIQUE.

Le développement des luttes dans les colonies portugaises donne lieu aujourd'hui à une refonte de la tactique impérialiste en Afrique Australe.

L'impossibilité pour le Portugal de mener seul cette guerre coloniale a impliqué l'accélération du soutien militaire international (y compris l'intervention directe de l'Afrique du Sud) et le renforcement spectaculaire des investissements internationaux en Angola et au Mozambique. Compte tenu de ces données et face au développement des luttes révolutionnaires menées par le MPLA et le FRELIMO, une fraction importante de l'impérialisme mondial cherche une solution permettant la stabilisation de la situation dans ces pays. Le renforcement de l'Afrique du Sud comme pilier de l'impérialisme et gendarme de la région reste la clef de voûte de la politique impérialiste.

Mais en fonction des intérêts très divers des différentes fractions et de leur politique vis à vis de Lisbonne, de leur influence dans l'ensemble du continent, les solutions recherchées peuvent aller du lâchage complet du Portugal au profit d'un soutien tactique et partiel au mouvement de libération (social-démocratie scandinave et hollandaise) à la recherche en coulisse d'une solution néocoloniale tout en aidant encore Lisbonne en échange d'avantages économiques grandissants dans les colonies. Ainsi s'explique le travail des USA en direction de l'aile nationaliste droite, le FNLA, basée au Zaïre, les propositions de soutien au FRELIMO du SPD allemand, les votes abstentionnistes de la France à l'ONU sur la question des colonies portugaises.

Mais il serait faux de s'attendre à un bouleversement spectaculaire de la politique impérialiste. En effet, deux facteurs obligent les impérialistes à jouer plusieurs cartes à la fois.

— Il n'existe pas encore d'équipe fantôme stable (européenne ou africaine) permettant la recherche d'une solution à la rhodésienne ou une solution néocoloniale. Roberto Holden, dirigeant du FNLA, malgré ses efforts diplomatiques, n'a pas encore les moyens de casser le MPLA. Voilà pourquoi des bruits courent sur une « possible » intervention de l'armée de Mobutu sur la frontière nord de l'Angola qui appuierait l'équipe de Holden. Mais les tentatives de casser le MPLA et le FRELIMO en exploitant leurs insuffisances politiques et leur hétérogénéité idéologique sont loin d'être aussi aisées que le croyaient de fait ces messieurs de chancellerie comme le prouve la grève de septembre à Luanda et les opérations du FRELIMO contre le barrage de Calver Bana et les voies ferrées. Dans ces conditions, la solution néocoloniale est sans doute un projet mais certainement pas une possibilité à court terme.

— le second facteur qui entrave grandement la nouvelle politique impérialiste, ce sont les moyens de chantage et de pression de Lisbonne. Il y a d'abord les concessions économiques grandissantes offertes par les portugais dans des domaines aussi importants que les puits de pétrole au large de Cabinda, les possibilités nouvelles d'extraction grâce à la mise en valeur des ressources hydroélectriques (Zambèze et



Entraînement des militants du MPLA

Kunene), les besoins grandissants en industries de transformation et les commandes d'armement. Mais il y a aussi le chantage militaire. L'impérialisme a besoin du contrôle strict des îles du Cap Vert (au large du Sénégal et de la Guinée) et des Açores qui ont servi d'étape au pont aérien américain durant la guerre du Kippour. Cette monnaie d'échange formidable pour Lisbonne était au centre des entretiens de Kissinger durant son séjour au Portugal et durant les conversations entre Jobert et Rui Patricio Michel.

Les militants anti impérialistes ne doivent donc se faire aucune illusion sur les reculs diplomatiques partiels de l'impérialisme à propos de la reconnaissance de l'Etat de Guinée Bissau ou la demande par l'ONU de l'autodétermination des peuples africains dans les territoires portugais. Le problème est pour l'impérialisme de bloquer le processus de révolution permanente dans la région et non pas de satisfaire la « déclaration universelle des droits de l'homme » !

L'évolution du MPLA et du FRELIMO, leur clairvoyance ou leur insuffisance, leur hétérogénéité ou leur radicalisation seront les clefs décisives de cette nouvelle conjoncture en Afrique Centrale. C'est pourquoi leur soutien par les marxistes révolutionnaires en Europe est une nécessité afin que cesse la misère actuelle de la solidarité internationale dont les tâches sont réduites par les stalinien et les humanistes à un minimum apolitique.

En France, il existe mille possibilités de dénoncer la politique française vis à vis du Portugal.

A l'image des militants révolutionnaires de l'EDF Chatou qui ont dénoncé la collaboration de l'EDF à la construction du barrage de Cabora Bassa, en liaison avec les Grands Travaux de Marseille, il faut saisir toute occasion de dénoncer la mainmise impérialiste française et internationale sur les colonies portugaises.

C. Gabriel.



A la fin du mois d'août et en septembre, les ouvriers et les employés de Luanda (capitale de l'Angola) ont déclenché une série de grèves. Les revendications

portaient sur l'augmentation des salaires, les conditions de travail, la discrimination raciale. Le mouvement s'est étendu aux dockers et aux éboueurs. Des marches de protestations ont été organisées malgré la répression brutale. Ces événements dont l'importance est considérable pour la situation en Angola, traduisent les progrès du MPLA dans les villes et de la stabilisation d'une classe ouvrière dont le niveau de conscience ne cesse de croître. L'enjeu de la nouvelle période est la jonction entre la guérilla rurale et les mobilisations urbaines.

LES ENTREPRISES FRANÇAISES

Entreprises françaises participant à la construction du barrage de Cabora Bassa au Mozambique.

Alstom; CGEE; Cogelx; Compagnie de Construction Internationale; Neyrpic; SGE; CIT; Grands Travaux de Marseille;

Campon Bernard; EDF; Société française d'entreprise de dragage et de travaux publics;

Autres entreprises au Mozambique et en Angola
Pechiney; Schneider Le Creusot;

Sodeix; Socalta; CEA; BRGM;

Banque de Paris et Pays Bas; BNP;

BFCE; Languedocienne; ELF; ERAP;

SNPA, etc...

Et bien sûr, SNIAS, Dassault et Berliet.

CONGO

Le pouvoir de Brazzaville vient une fois de plus d'illustrer sa politique réactionnaire en procédant Samedi 12 janvier 1974 à la « suspension » de l'Union Générale des Elèves et Etudiants Congolais (UGEEC).

En portant sur la place publique le procès de la domination impérialiste française, en matière d'enseignement notamment, l'UGEEC démontre la détermination de la jeunesse congolaise à poursuivre le combat contre un régime néocolonial qui prétend avoir mis Marx au poste de commande alors que sa pratique consiste à caporaliser toutes les organisations de masse.

Dans ce contexte néocolonial répressif caractérisé par une crise économique et sociale croissante, la radicalisation de la jeunesse congolaise devra cependant rompre avec certaines illusions légalistes pour porter son combat à un niveau supérieur.

— A bas la mesure scélérate suspendant l'UGEEC !

— A bas le régime réactionnaire de N'Gouabi !

— Soutien total à l'UGEEC !

chili

* A Orléans, à la suite du retrait sectaire du PCF et de la CGT du collectif d'accueil aux réfugiés chiliens sous prétexte que Rouge y participait, une polémique s'est déroulée par voie de tracts et de presse. Elle a pris une grosse ampleur sur la ville et la direction fédérale du PC est bien en peine pour se justifier.

« 6 HEURES POUR LE CHILI. »

Le 26 janvier à Montargis. Le 26 à Luxembourg-ville. Le 30 à Poitiers et à Albi. Le 1er à Grasse. Le 2 février à Perpignan, à Orléans, à Meaux et à Nice. Le 16 à Evreux. Le 15 à Bayonne. Le 17 à Bourges. Le 21 à Nancy. Le 22 à Chartres. Le 2 mars à Metz. Le 13 février à Louviers.

● « 6 h » à Vernon, le 18 janvier : 120 personnes se sont rassemblées à l'initiative du comité. Des ennus techniques ont empêché la venue de l'orateur et du film. Ce n'est que partie remise : un débat a eu lieu autour de l'exposition photos.

● « 6 h » au Havre : 650 à 700 participants avec Maurice Najman, les chanteurs Annie Nobel et Ph. Richeux, et des films et montages diapositives.

● « 6 h » à Dijon, le 19 janvier : plus de 1000 participants avec des orateurs et des artistes locaux. Un succès remarquable noté par la presse locale.

● « 10 h » à Bordeaux

● « 10 h » à Bordeaux, le 20 janvier : 1300 entrées payées, montages diapositives, des groupes latino-américains et chiliens, une exposition photo, des forums-débat, organisé à Begles dans une salle obligamment prêtée par la municipalité communiste. 11 comités de base dont 4 d'entreprises ont été créés pour préparer cette manifestation d'une ampleur exceptionnelle à Bordeaux. Dans la salle, on notait un grand nombre de militants de la JC et du PC frappés notamment par la bonne organisation de l'initiative. Les commissions ont été l'occasion d'une discussion animée sur des thèmes aussi divers que : l'armée chilienne, l'extrême-gauche et l'Unité Populaire, l'impérialisme US et le Chili, l'UP et les relations internationales, les syndicats au Chili, etc...

● Rouen, le 12 janvier : à l'initiative de la section syndicale CGT du Livre, une soirée avec film (Septembre chilien) et spectacle (Annie Nobel et Ph. Richeux) a été organisée en commun par les « 18 » et le comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien. Le secrétaire de l'UD-CGT, Bernard Haac qui devait prendre la parole s'est fait remplacer au dernier moment par un orateur qui représentait les 18, au nom du comité parait Rica Bentolilla.

● St Brieuc : une soirée où a été projeté le film « il ne suffit plus de prier » a été l'occasion d'un débat prolongé jusqu'à 1 h du matin dans une salle de 400 à 500 personnes.

● Martinique : un comité unitaire de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien a été constitué avec la totalité des organisations démocratiques, syndicales et politiques de gauche et d'extrême-gauche (PPM, PCM, GRS, CGTM, CFDT, FO, JAG, JC, etc...)



L'ANTINORM AUX LECTEURS DE ROUGE

Nous avons lu avec intérêt l'article « Quel Sexpol ? » dans lequel Rouge fait une critique de la plate-forme rédigée par l'Antinorm.

Nous pouvons considérer que cet article amorce un débat entre Rouge et l'Antinorm, et par conséquent, loin de nous dérober à la critique, nous répondons aux arguments développés.

Tout d'abord, nous constatons qu'à la suite des rencontres que nous avons eues avec les camarades de Rouge, nous étions en mesure de croire que Rouge inviterait ses lecteurs à participer activement aux côtés des camarades de l'Antinorm (ainsi que ceux de l'O.C. Révolution !) à la constitution de comités Sexpol dans les facultés, les lycées, CES, CET et quartiers, afin de lutter contre toute répression sexuelle et toute oppression, ainsi que d'aider à la prise de conscience sur tous les problèmes sexuels. Nous constatons que trois semaines après ce meeting, Rouge n'en a encore soufflé mot (malgré de nombreuses lettres de ses lecteurs qui nous sont déjà parvenues). D'autre part, comme nous l'avions écrit dans Rouge et indiqué au cours de nos rencontres, la plate-forme Sexpol est une plate-forme provisoire qui doit être critiquée et améliorée. Pour cela, nous envisageons une très prochaine réunion (d'ici 15 jours) au cours de laquelle nos camarades de Rouge pourront faire part de toutes leurs critiques, dans le but de constituer une plate-forme de politique sexuelle définitive qui deviendra une arme pour tous les militants révolutionnaires.

Puisque la critique faite par Rouge se fait autour de cette phrase extraite de la plate-forme Sexpol : « La cellule familiale consacrée par le mariage est la plus petite cellule de base de la société capitaliste ; s'attaquer à elle, c'est s'attaquer à la base du système capitaliste, c'est détruire le système capitaliste tout entier », nous répondons point par point à cette critique. Tout d'abord, nous signalons aux rédacteurs de Rouge que, dans la plate-forme du Sexpol, il est écrit (page 9 qui suit la phrase citée précédemment) : « Le chemin qui mène à la pointe de la lutte des classes passe par la lutte contre la maison familiale ».

Nous développons notre pensée :

1) Nous n'entendons pas nier l'exploitation du travail productif par le capital, mais affirmer que c'est au sein de la famille que se produisent le conditionnement et l'habitude des

individus et des jeunes à l'obéissance à l'Etat et à l'autorité patriarcale.

C'est dans la cellule familiale que le jeune apprend à obéir sans contestation de l'autorité de ses parents et tuteurs, que la jeune fille est conditionnée à être soumise et obéissante à son futur mari, que la femme est ramenée au rôle de « pondeuse » et « torche-cul » des gosses et que l'homme est chargé d'imposer la soumission à l'autorité de l'Etat. Le père est d'autant plus autoritaire qu'il est dépourvu d'autorité dans sa vie extra-familiale.

Détruire la famille, c'est permettre en partie aux masses de s'émanciper de l'idéologie bourgeoise, de la soumission à l'autorité, c'est permettre à la jeunesse de pouvoir s'épanouir suivant ses propres aspirations, c'est permettre aux travailleurs de se libérer de l'emprise de l'idéologie bourgeoise, et de son cortège d'oppressions.

Détruire la famille, c'est détruire en partie la cellule de base de la propriété privée, sur laquelle repose le système capitaliste actuel. Le mariage renforce le sens de la propriété que les parents donnent en héritage aux enfants. S'attaquer à la famille c'est donc bien toucher la base même sur laquelle repose le système capitaliste actuel.

Nous devons encore répondre à Rouge lorsqu'il cherche à diviser les femmes et les homosexuels lorsqu'ils s'unissent pour lutter contre la société patriarcale et la phalocratie (pouvoir viril, virilité fasciste de l'homme, hétéroflucs...).

Il oublie qu'il y a des femmes homosexuelles, des jeunes filles et des femmes célibataires. L'oppression des femmes ne se réduit pas à l'oppression économique que notre camarade dénonce avec juste raison, mais il existe aussi une oppression à caractère purement sexuel : la femme-objet pour le mâle phalocrate et sexiste.

Contrairement à ce qu'affirme notre camarade de Rouge, notre combat n'est ni marginal ni individuel, mais politique, il se place au sein des forces luttant pour la révolution sociale.

Le Comité de Rédaction de l'Anti-norm le 14.1.74

CHEQUE OU MANDAT AU NOM DE :
GUY MAES
JOURNAL « L'ANTINORM »
17, rue du Laos
75015 PARIS

A PROPOS DE L'ARTICLE QUEL SEXPOL?

Nous pensons que, dans l'article « Quel Sexpol ? », vous mélangez, de manière non maîtrisée, des niveaux d'analyse de la société très différents, particulièrement le niveau individuel et le niveau social. Cette confusion vous conduit, de fait, à les opposer alors qu'ils se complètent. De cette opposition, le niveau individuel sort pratiquement nié et vous situez mal la part des psychologies individuelles « dans cette gigantesque empoignade historique » (!) qu'est la lutte des classes.

D'abord, deux remarques sur la formulation qui ne sont pas sans importance.

A deux reprises, vous parlez des « problèmes sexuels » des individus. Nous pensons que parler de l'oppression sexuelle en termes de « problèmes sexuels », c'est employer les termes du pouvoir car cela fixe une normalité (les gens normaux n'ont pas de problèmes sexuels, les gens anormaux en ont !) et cela particularise un problème social général, à savoir l'oppression sexuelle de la société capitaliste : à l'armée, si un soldat se révolte individuellement, il sera présenté comme un « caractériel » qui a des problèmes personnels... donc qui ne concernent pas les autres soldats !

Vous dites : « Il se peut que Lénine, Trotsky et d'autres (et nous-mêmes) aient eu une sexualité troublée ». Donc vous envisagez le fait qu'on puisse avoir une sexualité « non troublée », « normale » ! Qu'est-ce que ça veut dire ? Et quel compliment pour le capitalisme !

De même qu'on dit qu'un ouvrier ou un soldat subit une oppression sociale qui se module au niveau individuel, il est plus correct de parler pour un individu de l'oppression sexuelle qu'il subit de la société capitaliste.

Vous dites : « Autre conséquence de la thèse de l'Antinorm sur la famille : l'oppression sexuelle des jeunes, des femmes, des homosexuels, est mise sur le même plan. Opprimés de tous les sexes... Nous ne sommes pas d'accord ». Certes, une formule du type « Opprimés de tous les sexes, unissez-vous » est tout à fait confusionniste, particulièrement si elle devait servir de base politique à une organisation de masse. Et en ce sens, il ne faut pas mettre l'oppression sexuelle des jeunes, femmes, homosexuels sur le même plan. Ceci dit, par contre, il est important d'affirmer que tous les individus sont opprimés sexuellement, certes de manière différente suivant leur sexe, leur âge, leur appartenance de classe... et leur personnalité.

Prenez un cas extrême : il n'est pas inutile de dire qu'un bourgeois est opprimé sexuellement. Justifions cela par un exemple. Personne ne nous contredira si on dit qu'au siècle dernier les bourgeois (femmes et aussi hommes) étaient plus opprimés sexuellement qu'à l'heure actuelle (et bien différemment des ouvriers de l'époque !). Cela nous permet de décrire l'évolution des rapports individuels, des mœurs de la société capitaliste ; et cela nous permet aussi d'imaginer des rapports « individuels », pour la société socialiste, qui ne seront pas ceux de la bourgeoisie, car il est évident que le capitalisme mutile, sur le plan individuel, même « ses » bourgeois (certes bien moins que les ouvriers).

Par contre, dire qu'un bourgeois est opprimé sexuellement n'implique pas que l'on dise : « Opprimés de toutes

classes, unissez-vous pour lutter contre votre oppression sexuelle ! ». Pour nous, au niveau social, l'appartenance de classe est évidemment la plus forte. La bourgeoisie ne luttera pas efficacement, sur le plan collectif, même contre l'oppression sexuelle dont elle a conscience (en gros, celle qu'elle subit). Par exemple, Neuwirth n'arrivant même pas à faire appliquer sa loi sur la contraception. Quand la bourgeoisie cède sur ce terrain c'est sous la pression des luttes... ou de ses intérêts.

Pour nous, il n'est pas question d'estomper les positions de classe, notamment pour analyser et donc pour combattre l'oppression sexuelle de la société capitaliste. C'est une des raisons pour lesquelles nous affirmons aussi que l'oppression des femmes, et par le patriarcat et par le capitalisme, a une signification sociale et historique différente qui, en particulier, justifie un mouvement autonome de femmes, sur des positions de classe, avant et après la révolution sociale.

C'est aussi pourquoi nous sommes d'accord pour dire que « le fondement de la société capitaliste, c'est l'exploitation du travail salarié par le capital » et que les différentes oppressions, dont l'oppression sexuelle, en sont des conséquences plus ou moins directes (sans dire qu'avant la société capitaliste on ne pouvait parler d'oppression sexuelle !).

Enfin, nous affirmons qu'on ne peut réaliser une « véritable révolution sexuelle » sans une transformation révolutionnaire collective des rapports sociaux et individuels. Cependant, contrairement à vous, la formule « la famille est la cellule de base de la société capitaliste » nous paraît bien décrire le fait que la famille est le lieu où se transmet l'éducation de la répression, de la violence sexuelle, des rapports « pathologiques », de l'appartenance de classe, de la soumission aux normes idéologiques de la bourgeoisie. Mais évidemment la famille n'est pas le fondement de la société capitaliste (avec laquelle elle ne coïncide pas historiquement...).

Venons-en maintenant à ce qui est caractéristique de votre attitude. Citons : « La question n'est pas là : dire qu'il y a des origines sexuelles aux motivations politiques apporte peu et sème beaucoup de confusion » !

Connaître et donc combattre l'oppression qu'on subit au niveau « affectif », « sexuel » est particulièrement important, notamment pour un militant. Un individu n'est pas une mécanique formée de compartiments étanches, complètement séparés (bien que le capitalisme fasse tout pour morceler l'individu).

Il n'y a pas, par exemple, deux domaines séparés : d'un côté « intelligence pure », de l'autre « affectivité pure » (et la connaissance n'est pas qu'intellectuelle, elle est aussi affective, physique...). Le fait que tu subisses une oppression sexuelle modifie toute ta personnalité : ta manière de raisonner, ton comportement, tes rapports avec les autres, ton attitude en face des événements et ta manière de les analyser et aussi ta capacité à les combattre.. Ce n'est pas pour rien qu'à l'armée la répression sexuelle est si forte et que l'école est ce qu'elle est !

Notre engagement politique est-il

une prise de conscience purement individuelle ? On a enfin compris que le capitalisme était dégueulasse car on nous l'a bien expliqué dans une école de formation ! Cela ne veut rien dire. L'affectivité, donc la sexualité, joue heureusement un rôle important, mais, hélas !, très mal connu, et il n'est pas inutile, loin de là, d'essayer de le cerner.

Par exemple, pour un militant, sa manière d'analyser l'oppression des femmes et sa prise de position politique sur cette question sont liées à son univers affectif. C'est particulièrement évident. Et aussi son comportement et la connaissance qu'il a de lui-même ont une grande importance pour son travail de masse !

Vous dites encore : « Peut-être qu'Hitler avait eu... une affectivité frustrée, ça ne change en rien le fait qu'il est le bourreau du prolétariat allemand et de millions de Juifs... Notre point de départ, c'est la lutte de classes, et dans cette gigantesque empoignade historique les psychologies individuelles ne peuvent servir de circonstances atténuantes » !

Le problème n'est évidemment pas de savoir si Hitler a des circonstances atténuantes du fait de son enfance malheureuse ! Bien sûr, on n'explique pas le rôle social d'Hitler par sa personnalité ; mais ce qui peut nous être utile c'est d'analyser en quoi la personnalité d'Hitler (formée dans sa jeunesse, dans les conditions sociales de l'époque) a servi et incarné, dans une certaine mesure le fascisme allemand. Et, à un niveau de masse, le fascisme a eu besoin de façonner, à son image, certaines structures psychiques pour faire sa sale besogne : ce qu'il a fait dans les écoles et les mouvements de jeunesse du IIIème Reich (c'est ce que Reich a analysé dans « Psychologie de masse du fascisme »).

Pour terminer, citons : « Sans que les révolutionnaires aient à se prononcer (à « normer » ?) l'évolution future des rapports affectifs et sexuels... notre but, c'est de briser les contraintes actuelles ».

Votre phrase est ambiguë. On ne peut briser les contraintes qu'en fonction d'une image plus ou moins nette qu'on a de la société future. Un révolutionnaire est un « utopiste », il projette une image de l'avenir en fonction de son expérience présente. C'est pour cela qu'il faut analyser et donc combattre toutes les oppressions du capitalisme. C'est pourquoi toute « libération » actuelle (évidemment partielle et déformée) d'une oppression sociale représente un savoir, un point d'appui pour modeler une nouvelle image de la société future et des rapports individuels. Par exemple nous ne combattons pas la répression contre les homosexuels par esprit démocratique (on a le droit d'être homosexuel comme d'être pécheur à la ligne !) mais parce que cette répression est partie intégrante de la répression sexuelle. L'homosexualité, comme l'hétérosexualité, est un mode de connaissance de l'individu et constitue un savoir qui n'est pas reconnu en tant que tel par la société capitaliste (contrairement à la société grecque).

C'est ce mode de connaissance que la société bourgeoise réprime en réprimant l'homosexualité ou l'hétérosexualité. C'est contre cela, en particulier, que nous luttons.

le 14 janvier
des lectrices et un diffuseur
de Rouge



LES AGENTS SONT DE BRAV'GENS ?

Dans le livre qu'il vient de faire éditer, « Questions à la police », Gérard Monate, secrétaire de la Fédération Autonome des Syndicats de Police, soulève plus de problèmes qu'il n'en résout, et marque l'extrême limite de son réformisme en matière de syndicalisme policier.

Un de ses objectifs est comme il le souligne, de redonner à la population une image juste du policier. Or, à quelle « image » aboutit-il au bout de ses 200 pages ? A celle d'un policier intellectuellement normal, affectivement normal, sexuellement normal, ni plus ni moins brutal, ni plus ni moins raciste que les autres travailleurs, avec des problèmes professionnels et des problèmes de vie chère comme tout le monde. Bien. Où le bât commence à blesser c'est quand, partant de cette généralité, Monate axe tout son bouquin en réqui-

sitoire contre le pouvoir et en justification des malheureux flics victimes à la fois du gouvernement et des « violents ».

D'une part, le réquisitoire est bien faible, par rapport à ce qui a été dit dans la presse depuis plusieurs mois. A l'abri derrière le « je n'ai pas pu constater moi-même », Monate ne va pas très loin, et surtout très lucidement. Beaucoup de ses reproches se font sous forme de constatations d'incohérences (« on ne comprend pas pourquoi le pouvoir a fait... »). Or, nous savons (et pas pour l'avoir de-

viné dans le marc de café mais parce que ce sont des faits), qu'il y a au contraire une cohérence profonde dans l'attitude du pouvoir envers sa police : faire monter la grogne des policiers, les couper de la population, les mal former, les sélectionner politiquement au recrutement, ne sont nullement des incohérences, mais la marque d'une volonté délibérée de créer la « police de l'Etat fort ». Cela, Monate ne le voit pas, ou ne le dit pas. Parce que cela le rendrait, lui, incohérent dans son propos réformiste — s'il y a péril en la demeure, il faut faire quelque chose, mais quoi ? Monate cerne bien quelques dangers, dont particulièrement celui d'une extrême droite intégrée à l'appareil d'Etat et à la police (il lui impute même une partie de la responsabilité du 21 juin). Mais qu'oppose-t-il à cela ? Rien. Ou plutôt si, le légalisme sans faille des policiers, qui tiennent à la Constitution et à la République comme à la prunelle de leurs yeux. C'est à dire qui seront aussi désarmés que le Programme Commun victorieux le serait face à un appareil d'Etat décidé à l'affrontement. Car, qu'a fait la police au moment du coup d'état de 58 ? Qu'a fait la police au moment de la guerre d'Algérie ? Elle a protesté après Charonne, et le syndicaliste policier Rouve a été révoqué ? Mais elle a fait Charonne, non ?

Bien sûr, Monate condamne Charonne (« une tare pour la police » !). Bravo. Mais quelle valeur a cette condamnation de l'assassinat de 8 français, quand dans la même page, l'auteur excuse la police pour le massacre de centaines d'algériens désarmés (hommes, femmes, enfants) qui a eu lieu quelques mois auparavant, le 17 octobre 1961 ?

Là apparaît pleinement la 2ème limitation que s'impose Monate : il dirige le plus puissant syndicat de policiers, et ce syndicat est maintenu par ses dirigeants dans les limites étroites d'un syndicalisme apolitique contestataire. Il est mordu sur la gauche par le syndicat CFDT-Police, et sur la droite par les fascistes du Syndicat Indépendant. Il se défend en s'appuyant sur ce que Monate explique lui-même comme étant « l'esprit de corps » de la police : le pouvoir est méchant, les gauchistes sont méchants, mais les agents sont de brav'gens !

Et bien non, précisément ! Endoctrinés, apeurés, manipulés, les brav'gens de la police peuvent devenir des massacreurs. Le pouvoir le sait bien. Monate aussi mais il ne peut pas le dire, et doit se contenter de déplorer quelques brebis galeuses en précisant même qu'il est contre la dénonciation de policiers par d'autres policiers... Et il boucle sa boucle ainsi : les flics, braves bougres légalistes ne peuvent rien contre le pouvoir. Ce qui serait vrai si Monate n'oubliait pas l'inverse : le pouvoir ne peut rien sans ses policiers.

A preuve le 21 juin, sur lequel Monate revient de nombreuses fois, et dont « l'explication » ouvre même le livre. Provocation délibérée ? oui, affirme-t-il. Et il va plus loin : quand un meeting raciste est autorisé, il est quasiment normal et inévitable que des gens cherchent à l'interdire. Bien. Mais voilà donc les policiers légalistes et antifascistes du Syndicat Autonome au coude à coude avec les nazis d'Ordre Nouveau et affrontant les militants... antifascistes... !

Cela a tout l'air d'une contradiction, non, même si c'est une contradiction au sein de la légalité ? Certes, nous ne reprochons pas aux flics d'avoir obéi le 21 juin. Mais si Monate, comme il le dit savait que c'était une répétition de mars 71, pourquoi n'a-t-il pas publié un communiqué de protestation avant l'affrontement ? Et pourquoi son communiqué donné immédiatement après attaquait-il les seuls gauchistes ?

Encore une fois, la réponse est dans l'esprit de corps : défendre les policiers, exprimer leur état d'esprit, tel qu'il est et non tel qu'il devrait être. Cette philosophie à court terme lie les bras au syndicaliste Monate et l'enferme dans des contradictions insolubles. Mais, surtout, elle est signée de son inquiétude actuelle, des progrès d'une mentalité de droite dans le Syndicat Autonome, et des faiblesses des véritables syndicalistes policiers. On ne vainc pas la droite en s'y adaptant. On ne convainc pas (dans la police ou ailleurs) les gens qui ont des réflexes poujadistes ou fascistes en les caressant dans le sens du poil. On s'appête ainsi à se laisser manger, légalement ou pas, c'est tout.

F.L.

Le Journal
du Dimanche

**PARENTS
ATTENTION!**

**VOICI COMMENT
VA SE FAIRE
L'ÉDUCATION SEXUELLE
À L'ÉCOLE**



REFORME FONTANET

"C'EST PAS LE PIED!"

A en croire Mr Fontanet, seules des considérations d'efficacité et de justice inspirent le nouveau plan de Réforme de l'Éducation Nationale, Mr Fontanet est un homme sensible. La seule idée que les enfants des classes populaires sont défavorisées devant l'école lui donne de l'eczéma. Il est aussi un homme moderne : il sait que les méthodes pédagogiques « naguère excellentes » (!) ne conviennent plus à la jeunesse actuelle « physiologiquement et psychologiquement plus précoce ». Il déplore que « l'orientation s'effectue de façon anarchique ». (1)

L'énoncé des maux désigne les remèdes : égaliser les chances de tous les enfants devant l'école, moderniser les méthodes d'enseignement, promouvoir un système d'orientation juste et efficace, tels sont les buts recherchés. Bien sûr, la quête d'un tel idéal se heurte nécessairement aux égoïsmes corporatifs des uns (les enseignants), à l'angelisme pubertaire des autres (les lycéens et les étudiants). Mais que peuvent ces particularismes contre la défense bien conduite de l'intérêt général ?

Malheureusement pour Mr Fontanet, la distance entre les intentions proclamées et la réalité de la réforme est telle, qu'il faut être sérieusement demeuré pour mordre à son boniment. Les

motivations réelles du Ministre sont plus prosaïques : il s'agit de prévenir une nouvelle explosion scolaire — électoralement désastreuse — pouvant survenir, surtout dans le secondaire, à tout moment. Il s'agit simultanément, en ces temps de tâches maigres, d'assurer de toute urgence une meilleure harmonie entre les nécessités de la reproduction sociale et le système de formation. De là 3 objectifs fondamentaux :

1. — Renforcer la sélection par l'orientation, conformément aux exigences du marché du travail, chiffrées par le Plan.

2. — Limiter les dépenses d'éducation.

3. — Consolider néanmoins l'ordre scolaire défaillant.

« L'AUDACIEUSE » REFORME DU 1er CYCLE

La Réforme du 1er cycle de l'enseignement secondaire illustre bien l'esprit général du projet : audacieux et moderniste en apparence ; en réalité, parfaitement adapté aux visées sélectionnistes et rentabilisatrices du patronat.

Aujourd'hui, les élèves sont impérativement orientés à la fin de l'école primaire entre les 3 sections de premier cycle selon la moyenne de leur note et selon leur âge. 40% sont envoyés en Section I (lycées); 40% en Section II (CEG); 20% en Section III (classes-dépotoirs dites de transition). L'arbitraire de cette répartition autoritaire et quasi-définitive suscite l'indignation de nombreux enseignants et parents d'élèves.

La réforme Fontanet supprime ces 3 filières : dans le 1er cycle du secondaire, désormais unifié, les élèves seront répartis dans des classes de niveau hétérogène. Au sein de ces classes, ils seront réunis en « groupes de niveaux ». Un même élève peut ainsi être affecté dans un groupe de niveau faible en français et dans un groupe fort en mathématiques. Il peut « monter » de niveau s'il progresse rapidement ou « descendre » s'il ne peut pas suivre son groupe. Ainsi, un élève ne redouble plus l'ensemble d'une classe, mais progresse dans chaque discipline à son rythme. Une « action particulière de soutien » sera assurée pour les élèves en difficulté. Si à la fin des 4 années du cycle son niveau demeure trop faible, il pourra faire une « 5ème année de consolidation ».

Est-ce à dire que tous les enfants sont assurés de réussir leurs études au moins jusqu'à la 3ème ? Evidemment non. Le « palier d'orientation » à la fin de la 5ème conduisant soit aux collèges d'enseignement technique, soit aux

nouvelles classes pré-professionnelles de niveau ou aux classes préparatoires à l'apprentissage, est maintenu. La Réforme Fontanet confirme la Réforme Royer. Un premier et massif « dégraissage » intervient donc, comme précédemment au niveau de la 5ème. Ce qui éclaire d'un jour très cru la fonction réelle des « groupes de niveau ». Cette formule en effet, peut aboutir à deux résultats opposés, selon la volonté politique de ceux qui le mette en oeuvre : en raison de la nature et du mode de fonctionnement de l'enseignement primaire inchangé, les différences de niveaux entre élèves sont considérables à l'entrée du secondaire. Les « groupes de niveaux » ont pour effet de réduire les écarts, si le gros de l'effort financier et pédagogique porte sur les groupes les plus faibles. Ils ont pour effet de creuser cet écart, si cet effet reste informellement réparti : les groupes de niveau supérieur progressent alors à un rythme très rapide, alors que les autres se traînent plus ou moins lamentablement. Loin d'être par eux-mêmes un moyen d'égalisation des chances, les « groupes de niveau » pensent fort bien fonctionner comme une redoutable machine de sélection. Le maintien du barrage en 5ème, la confirmation de la loi Royer sur le pré-apprentissage, la faiblesse des crédits alloués à la réforme, indiquent que telle est bien leur fonction.

RENFORCER LA SELECTION

La sélection est maintenue, voire renforcée à la fin de la 3ème. Elle est considérablement aggravée à la fin des études secondaires. A partir de 1978, le bac ne donne plus accès à l'enseignement supérieur. Pour accéder à l'université, l'élève devra obtenir des notes supérieures à la moyenne « dans les matières reconnues comme dominantes dans le premier cycle universitaire où le candidat sollicitera son admission ». Des « profils d'accès » seront déterminés par le ministère, pour les diverses filières conduisant aux diplômes d'études universitaires générales (DEUG). Mais les universitaires — dans le cadre de leur concurrence — pourront fixer d'autres « profils d'accès », plus sélectifs encore.

Ceux qui ne réussiront pas à franchir ce nouveau barrage seront orientés vers « une formation professionnelle rapide » tout en entrant dans la vie active. Cette formation, d'une



la réforme du premier cycle : audacieux et moderniste en apparence ; parfaitement adaptée aux visées sélectionnistes et rentabilisatrices du patronat en réalité.

(1) Comme l'explique le programme du « Centre Démocratie et Progrès », (le parti de Mr Fontanet) : « 7% d'élèves de 6ème, 13% d'élèves de 5ème, 11% d'élèves de 4ème s'essouffent dans les lycées ou les collèges. Et ils abandonnent. Ils étaient faits pour l'enseignement technique. Le conformisme et le manque d'information des parents en font des rates du secondaire... » (Dans « Les partis devant l'école » au Seuil).

année au maximum, serait organisée « avec les milieux professionnels »...

En clair, la barrière des DEUG, instituée l'année dernière est utilement complétée. Finalement, c'est 5 barrages, à l'efficacité renforcée, que Mr Fontanet met en place, « pour égaliser les chances » : en 5ème, en 3ème, à la fin des études secondaires, à la fin du premier cycle du supérieur (DEUG); à la fin du second cycle universitaire (Licence et Maîtrise). Maître de tous ces « robinets », le ministère espère pouvoir mieux contrôler désormais les « flux scolaires ».

RENTABILISER L'EDUCATION NATIONALE

On s'est beaucoup interrogé sur le coût de la Réforme Fontanet. Une chose est sûre : c'est que pour accomplir sa grande oeuvre nationale, le ministre de l'Education a reçu de strictes consignes d'Economie. Les mesures impliquant d'importants crédits seront repoussés : la gratuité des fournitures scolaires n'est même pas réalisée. L'expérience des 10% de temps libre dans les lycées, a été engagée cette année sans aucun crédit supplémentaire... En revanche, les mesures entraînant des économies à terme vont être appliquées rapidement. Ce qui motive la lutte contre les redoublements, par exemple, c'est essentiellement leur coût.

Même souci de rentabilisation dans la formation des professeurs : tous les profs du secondaire (de la 6ème à la terminale) seront formés dans des centres de Formation Professionnelle des Maîtres (CFPM) « créés par convention avec les universités ». Ils y entreront par concours, après avoir obtenu leur DEUG. Les enseignants du premier cycle du secondaire seront formés en deux ans. Ceux du second cycle en trois ans. Cette réduction de la durée de formation doit permettre de sérieuses économies budgétaires. Dans la même veine, Mr Fontanet entend « redéfinir la charge de travail » des enseignants, dans le sens d'une prolongation des temps... Le système d'options dans le second cycle conduira à des diminutions d'horaires et de postes. Certaines disciplines (philosophie, histoire,...) sont menacées, tandis que l'initiation économique ardemment réclamée par le CNPF est généralisée.

Du point de vue de la rentabilisation toujours, la réforme Fontanet vise à stimuler la concurrence inter-universitaire en vue de dégager les

« Universités de pointe », hautement sélectives, ouvertes à « l'élite », des « universités de masse » spécialisées dans la formation au rabais des personnels d'encadrement moyen. La promotion de quelques établissements d'élite permettra de concentrer sur peu de têtes les mânes gouvernementales, au lieu de les disperser en pure perte.

Enfin, la réforme consacre la mainmise directe du patronat sur l'enseignement public : La « formation permanente », contrôlée par le patronat est appelée à un grand développement. Son essor fonctionne d'ailleurs d'ores et déjà comme *alibi* de la sélection et de la réduction des temps de formation initiale. Qu'importe la multiplication des barrages et la masse des éliminés puisque chacun pourra reprendre des études... plus tard.

INVENTER UN NOUVEL ORDRE SCOLAIRE

Mais l'intérêt de la réforme ne se limite pas à ses vertus sélectives et rentabilisatrices. Mr Fontanet espère bien qu'elle va de surcroît ramener l'ordre dans les lycées. Le système des options dans le second cycle du secondaire devrait avoir la faveur des lycéens. Le renforcement de la sélection devrait provoquer le bachotage dès la fin de la seconde. Simultanément, « l'auto-orientation », en fixant l'avenir professionnel des jeunes de la 3ème devrait abolir « leur angoisse devant l'avenir ». Un ordre durable devrait s'instaurer dans les lycées. Surtout si la décentralisation renforce les pouvoirs des proviseurs dont la formation serait revue... (2).

A NOUS DE JOUER

Il ne faut pas être grand clerc pour prévoir que la réforme Fontanet va susciter quelques remous chez les étudiants, les lycéens, les enseignants. La lutte contre la sélection, la rentabilisation capitaliste de l'éducation nationale, la main-mise patronale sur l'enseignement public va connaître un nouvel essor. Pour Mr Fontanet, rien n'est joué. Entre un projet de réforme et son application concrète, il y a de la marge. Il y a notamment l'ampleur des réactions des

divers intéressés. Ce n'est pas la première fois qu'un projet ministériel a été mis en échec, ou dénaturé. Dès maintenant, les révolutionnaires développent une vaste campagne d'explication sur les objectifs réels de la réforme, en vue d'alerter les lycéens, les étudiants, les enseignants. Il s'agit de préparer le terrain aux mobilisations de masse contre toute sélection à la fin de la classe de 5ème, pour l'abrogation de la loi Royer, contre tout barrage à l'entrée des universités, contre la réforme des 2ème et 3ème cycles universitaires, pour l'expulsion du patronat de l'enseignement public, pour le corps unique des enseignants de la maternelle à l'université, etc...

Cette lutte revêt une importance politique considérable. D'une part, parce qu'il est essentiel d'infliger une défaite au pouvoir sur le terrain de la formation professionnelle. D'autre part, parce

qu'elle est le support d'une critique radicale non seulement de l'école bourgeoise, mais de la division capitaliste du travail.

Si toutes les réformes de l'Education Nationale qui se succèdent et se complètent depuis dix ans visent uniformément à l'exclusion des « déshérités », à la stricte hiérarchisation des catégories intermédiaires, à l'émergence des élites, c'est parce que l'organisation capitaliste du travail exige une grande masse d'exécutants vouée au travail en miette, sous la direction omnipotente des capitalistes et de leur aéropage. La lutte pour la libération de l'école passe par la lutte contre cette organisation du travail-là.

(2) Au colloque Fontanet, Bloch-Laine a proposé pour les chefs d'établissements une « formation spéciale... dont l'acquisition pourrait résulter d'un séjour dans une école sérieuse, semblable à l'école de guerre ».

DEUX EXEMPLES DE LA REPRESSION SEXUELLE DANS LES LYCEES.

Circulaire diffusée dans un lycée de NICE.

Lycée d'Etat du Parc Impérial
Le 5 novembre 73
Circulaire administrative à lire en classe.

L'administration du lycée et la Commission permanente rappellent aux élèves qu'une tenue correcte est de rigueur dans l'enceinte de l'établissement.

En effet, les conseillers principaux d'éducation ont pu remarquer que certains élèves se livraient à des actes qui ne sont pas tolérables : s'exhiber en se tenant par la taille ou s'abandonner à des attachements pernicieux ne prêtent certainement pas à l'étude scolaire et à la réflexion.

Nous rappelons en outre que le règlement est très strict à ce sujet. Tout débordement affectif est rigoureusement interdit.

La Commission
Permanente.

A L'APPEL DU CDA

Assemblée générale des lycéens antimilitaristes pour préparer la journée d'action du 2 février (départ du contingent) :
Studio Action-République
Mercredi 30 janvier
à 14 h

LA SERINGUE ENTRE LES DENTS

Paul Valéry, mercredi 16 février, midi. C'est bientôt la sortie. Le café d'en face « Le Résident » est plein. Trois cars de flics se ramènent et embarquent les 30 lycéens qui consommaient en toute quiétude. Responsable : la brigade des stupéfiants ! Tout le monde est finalement relâché. But de l'opération : utiliser le prétexte de la drogue pour intimider la jeunesse, pour l'habituer aux rafles et réprimer les éléments d'avant-garde. Illustration : après la distribution d'un tract par le cercle « Rouge » du lycée, le garçon du café est remplacé par un « civil » et le commissariat du 12ème Ardt fait dire au patron : « Ceux qui lisent Libération passe encore, mais ceux qui lisent Rouge, dehors ! »

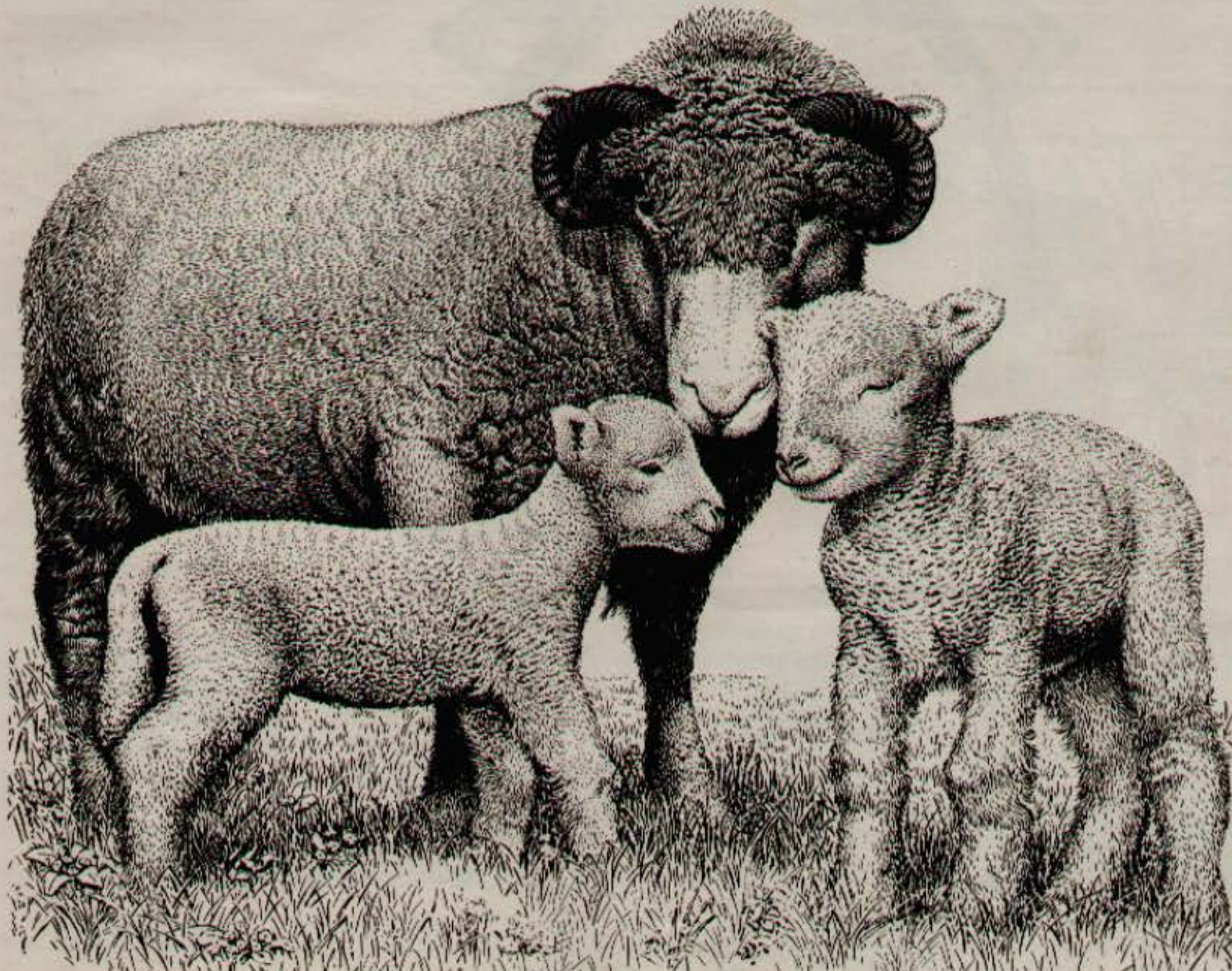
Quant à la « liberté sexuelle » de deux choses l'une :

— Il s'agit d'amour (à 16 ans à peine ? ... ! On peut se passer de publicité, il y a les rues solitaires et les bancs publics. Et si l'on tient à me prendre pour témoin, j'en informerai les parents comme du reste. Car les parents me confient leurs enfants.

— S'il s'agit de braver la pudeur, en tombant filles ou garçons aux vues du monde entier et en changeant de partenaire pour tuer la monotonie, cela s'appelle donner le mauvais exemple.

Si les militants cherchent refuge dans la rue, pourquoi les Don Juan le trouveraient-ils au lycée ?

18 janvier 1974
Villemorble
Le Proviseur.



BRIGITTE MARCADE EST REINTEGREE !

Brigitte Marcadé, renvoyée de l'Education Nationale pour avoir fumé en présence d'un inspecteur de l'académie, vient d'être réintégré. Cette victoire fait suite à la vigoureuse campagne de soutien menée par l'Ecole Emancipée, le comité de soutien, le SNI de Seine Maritime. Trois sections d'entreprise CFDT apportèrent leur soutien à Brigitte.

Un dossier de dix pages fut envoyé par le comité dans toutes les écoles et les établissements de l'Académie de Rouen, invitant les sections syndicales à apporter leur soutien.

La lutte a payé et cette affaire a permis de dénoncer à un grand nombre d'enseignants que seul compte un rapport de force créé grâce à des initiatives qui ne négligent aucun aspect : presse, meetings, etc...

Le cas Marcadé, une expérience qui servira. Poursuivons le combat.

correspondant.

paris P. CHENOT
4501/42
 C.C.D. souscription rouge

OU
 COURS TU?

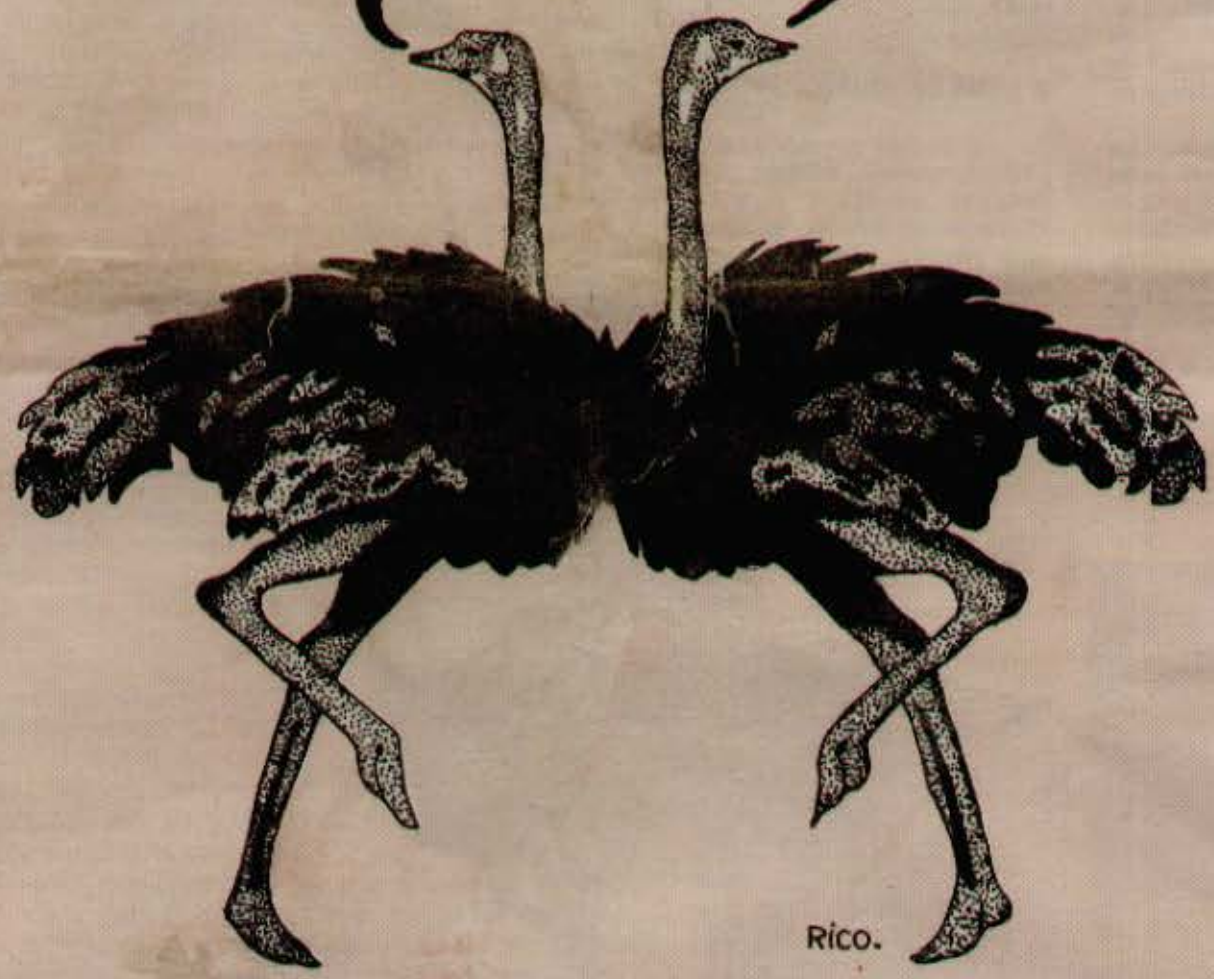
SOUSCRIRE!

ET
 TOI?

AU
 GRAND
 GALA!

Solde antérieur	31 271,18
Paris	13 345,55
Paris individuel	110,00
Paris XIII	800,00
Composition Lang	70,00
G.T. INRA	760,00
Paris XII	100,00
Vichy	139,00
Montluçon	165,00
Clermont Ferrand	1000,00
Mâcon	100,00
Lyon	240,00
Grenoble	1000,00
Grenoble	50,00
Grenoble	50,00
Auxerre	170,00
Dijon	75,00
Montpellier	958,00
Dunkerque	160,00
Lille	1 110,00
Brest	150,00
Brest	330,00
D.S. (47) Agen	50,00
M.M. (73) Albertville	50,00
G.F. (31) Toulouse	50,00
N.C. (92) Chaville	300,00
B.M. (89) Joigny	50,00
A.B. Paris Vème	100,00
M.P. (18) St Amand M.	100,00
Librairie Rouge	200,00
J.D. (45) Orléans	150,00
H.de L. Landegem (Belgique)	50,00
Rouen	1 006,35
Diff. Rouge Amiens	230,00
E.J. Berlin	50,00
M.H.H Berlin	100,00
C.V. Censier	30,00
Total	54 670,08

Aux
 GALERIES BARBES



Rico.

POUR FAIRE ECHEC A MARCELLIN

GRAND GALA **lundi 28 janvier**

DE SOLIDARITE AVEC ROUGE
 DANS SA LUTTE POUR L'ABROGATION DU DECRET DE
 DISSOLUTION DE LA LIGUE COMMUNISTE .

20h30

**PALAIS
 DES SPORTS**

ANNIE NOBEL
 ET PHILIPPE RICHEUX
 PATRICK ABRIAL
 YVON DAUTIN
 PATRICK DIETSCH
 MAXIME LE FORESTIER
 MOUSTAKI
 GROUPE PAPILLON
 REGGIANI
 DANIEL VIGLIETTI

PORTE DE VERSAILLES

BILLETTS (20 FRANCS) EN VENTE A LA LIBRAIRIE ROUGE (10 impasse Guéménée)
 ET A «LA JOIE DE LIRE» (40 rue S^t Severin)